



magazine

MENSUEL N° 504 — JUIN 2024 — 3 EUROS

MARYLISE LÉON

**“L’EUROPE NOUS DONNE
LA CAPACITÉ D’AGIR
DANS LES ENTREPRISES”**

**LES ENJEUX DE
LA MANDATURE**

**LES DANGERS
DE L’EXTRÊME
DROITE**



**LE 9 JUIN
POUR UNE
EUROPE SOCIALE**

AÉSIO mutuelle, votre partenaire pour votre protection sociale



AÉSIO mutuelle, 3^e mutuelle de France spécialisée dans la protection de la personne, couvre les besoins en complémentaire santé, prévoyance, épargne et retraite.

Notre ambition :

accompagner nos adhérents à chaque étape de leur vie, en leur proposant **des garanties et des services** répondant à leurs besoins **d'aujourd'hui, tout en anticipant** ceux à venir.

Notre démarche :

co-construire les solutions de protection sociale avec les entreprises et les branches professionnelles.

Notre conviction :

la **proximité**, pour comprendre et répondre aux attentes des adhérents en portant les valeurs de **solidarité, de responsabilité et d'innovation**.

Notre expertise au service des salariés et des entreprises :

SANTÉ

Il est essentiel de tenir compte de la situation des branches et des entreprises afin de répondre au mieux aux attentes des salariés et de leur famille. C'est pourquoi nous élaborons des solutions santé personnalisées.

PRÉVENTION

Nous menons des actions de prévention dans les entreprises et avec les branches professionnelles pour améliorer la qualité de vie au travail.

PRÉVOYANCE

Des solutions performantes sont proposées aux salariés et à leur famille pour faire face aux aléas de la vie (arrêt de travail, invalidité, décès...).

ÉPARGNE / RETRAITE

Nous proposons des solutions personnalisables d'épargne retraite (PEE-PERCO, Article 83...) pour améliorer les pensions versées par les régimes de retraite obligatoires.

AÉSIO mutuelle en chiffres :



2,7 millions d'adhérents



45 000
entreprises adhérentes



Plus de **260**
agences en France



29 recommandations ou
labellisations de branche :
23 en santé et 6 en prévoyance



Votre contact :

Janine DHENAIN

06 78 08 00 67

janine.dhenain@aesio.fr

aesio.fr



AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS - Crédit photo : GettyImages. Document non contractuel à caractère publicitaire. 24-205-001

AÉSIO
MUTUELLE

C'est ça, la mutuelle d'aujourd'hui

4

DÉCRYPTAGE

La protection sociale

5

ÉDITO

L'Europe que nous voulons

6

ENTRETIEN

Marylise Léon
« L'Europe nous donne la capacité d'agir dans les entreprises. »

8

L'ESSENTIEL

Allemagne
Un modèle en crise
9 Union européenne
À quand de nouveaux pays membres?
10 Roumanie et Bulgarie
L'espace Schengen s'élargit

11

DOSSIER LES ENJEUX DE LA MANDATURE

UNE EUROPE EN MUTATION

L'Union s'apprête à renouveler son parlement. Quels défis attendent les députés?

18

DOSSIER ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LES VISAGES DE L'EXTRÊME DROITE

Leur popularité est effrayante. Tous les pays de l'Union sont confrontés à la montée de partis autoritaires qui remettent en question les valeurs portées par le projet européen. Les travailleurs ne sont pas épargnés.



26

L'INVITÉ DU MOIS

Michel Hazanavicius.
Un cœur en Ukraine

Réalisateur, scénariste et producteur, Michel Hazanavicius – dont le film *The Artist* a reçu cinq Oscars en 2012 – est un Européen convaincu. Depuis plus d'un an, il est ambassadeur d'United24, une plateforme de donation ouverte par le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

30

SUR LE TERRAIN

Erasmus des champs
À Angers, l'École supérieure des agricultures a mis l'Union européenne au cœur de ses enseignements théoriques et pratiques. Un choix pédagogique porté par des enseignants motivés et convaincus de la richesse d'une telle approche. Rencontre.

32 Le travail frontalier ne connaît pas la crise
Près de 25% des travailleurs du secteur privé du Luxembourg habitent en France. Un sujet de préoccupation pour les organisations syndicales de part et d'autre de la frontière.

34

L'EUROPE SOCIALE

Des syndicats unis et mobilisés
Quatre fois par an, les 103 organisations affiliées

à la Confédération européenne des syndicats (CES) se réunissent à Bruxelles. Un rendez-vous majeur pour le mouvement syndical européen.

36 Les défis sont nombreux...
Dans tous les pays de l'Union, les organisations syndicales se mobilisent. Un engagement qui, sous des formes variées, a un but commun : l'intérêt des travailleurs à l'échelle du continent. Témoignages de trois leaders.

38

VIE PRATIQUE

Élections européennes
Mode d'emploi



41

LIRE, VOIR, ENTENDRE

Notre sélection culturelle

46

PETITES ANNONCES



RÉDACTION : 4, bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19. E-mail : magazine@cfdt.fr - X : @SH_CFDT - Site : www.syndicalismehebdo.fr. Directeur de la publication : Fabien Guimbretière. Rédacteur en chef : Nicolas Ballot. Rédacteur en chef adjoint : Jérôme Citron. Rédacteurs : Anne-Sophie Balle, Fabrice Dedieu, Sabine Izard, Guillaume Lefèvre, Claire Nillus, Emmanuelle Pirat, Aurélie Seigne. Rédactrice-graphiste : Murielle Guillard. Secrétaires de rédaction : Jean-Marie Forget, Mylène Phelpin. Secrétariat et gestion des petites annonces : Barbara Schmidt. Ont participé à ce numéro : Frédéric Casadesus, Emmanuel Dreux, Julien Descalles. Conception graphique : M&C Saatchi Corporate. ADMINISTRATION & ABONNEMENTS : GIE CFDT-Presse - 4, bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19. E-mail : gestionpresse@cfdt.fr - Tél. : 0142038051. Abonnement annuel : 25 euros. Étranger (excepté UE et Suisse) : 60 euros. Chèque à l'ordre de CFDT-Presse. CHANGEMENT D'ADRESSE : contactez votre syndicat (coordonnées sur votre carte d'adhérent). Imprimerie : Roto France 77185 Lognes. N° CPPAP : 0325 S 06265. ISSN : 0395-5621. Jointes sous film PAGES SPÉCIALES : FCE (I à XVI), FEP (I à XVI), FGMM (I à IV). Crédit une : London News Pictures/Zuma-REA. Ce journal est imprimé sur du papier fabriqué à partir de bois provenant de forêts gérées durablement (www.fsc.org).

La protection sociale en Europe

Sources : DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) 2023.

La France consacre

32,2 %

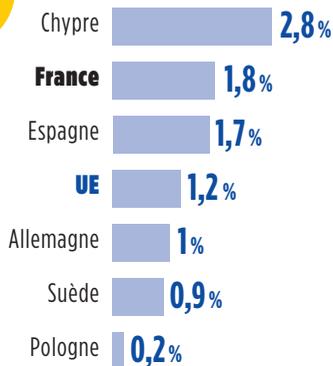
de son PIB à la protection sociale
contre **27 %**
pour l'Union européenne



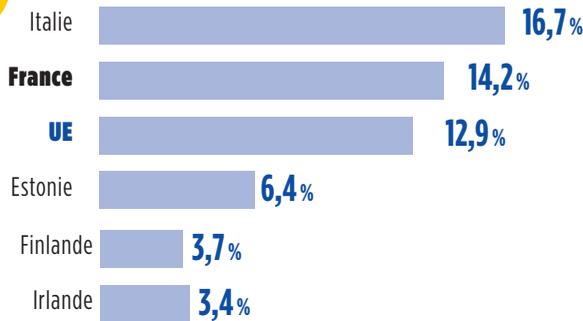
Parmi les postes de dépenses, on trouve (en % du PIB)



Assurance chômage

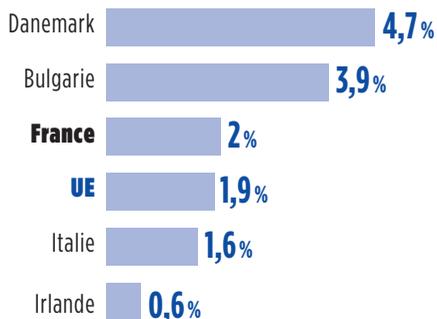


Retraite

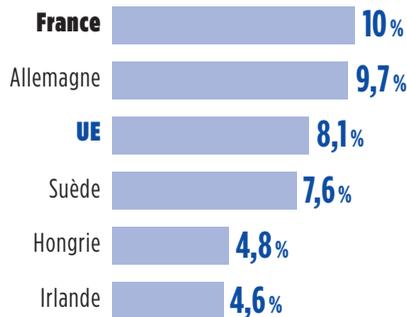


Invalidité

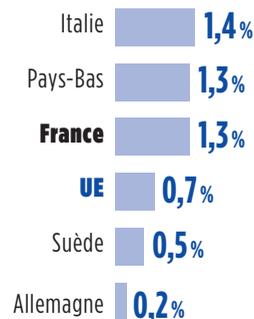
(y compris accident du travail et maladie professionnelle)



Maladie



Pauvreté et exclusion sociale



L'Europe que nous voulons

L'engagement européen de la CFDT n'est plus à démontrer. Notre organisation s'est toujours battue pour que vive ce projet unique au monde, pour que les salariés s'approprient cette aventure collective, qui a permis d'assurer la paix entre les nations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À l'approche des élections européennes le 9 juin, qui risquent de voir le vote d'extrême droite progresser, en France mais également dans nombre d'États membres de l'Union, cet engagement n'a que plus de sens encore.

La CFDT s'est donc investie pleinement dans la campagne pour défendre sa vision de l'Europe. Une Europe ambitieuse, plus solidaire, qui fait le choix d'investir massivement pour son avenir; une Europe plus sociale, qui protège les travailleuses et les travailleurs; une Europe à la pointe de la transition écologique; une Europe fidèle à ses valeurs et qui défend la démocratie en son sein et dans le monde.

Ce numéro de *CFDT Magazine*, entièrement consacré à l'Union européenne, est une des nombreuses marques de cet engagement sans faille. Nous avons conservé la plupart de vos rubriques habituelles, mais en les teintant de bleu pour donner à voir ce qu'est l'Union européenne aujourd'hui, les défis qu'elle va devoir affronter, et les risques que font peser les partis d'extrême droite sur ses valeurs, qui semblaient pourtant solidement ancrées.

Comme le dit Marylise Léon, au moment où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, il est plus que jamais de la responsabilité des syndicats – et de la CFDT en particulier – de combattre les incohérences et les dangers de son idéologie et de son programme pour les travailleurs et pour la société dans son ensemble. C'est pourquoi fidèle à son indépendance et à ses convictions, que résume si bien la formule « *ni neutre ni partisan* », la CFDT encourage ses adhérents et adhérentes et tous les citoyens, à aller voter le 9 juin contre l'extrême droite et surtout pour une Europe sociale. ●

Nicolas Ballot, rédacteur en chef

L'EXTRÊME DROITE N'APPORTE RIEN AUX TRAVAILLEURS, AU CONTRAIRE.



Comment la CFDT se positionne-t-elle dans cette campagne et, plus particulièrement, dans ces élections ?

➔ En tant qu'organisation proeuropéenne, la CFDT ne peut pas se contenter d'être spectatrice ou de commenter, elle doit être actrice. C'est la raison pour laquelle la CFDT est très investie dans la campagne que mène la Confédération européenne des syndicats, et qu'elle relaye largement son manifeste pour l'Europe sociale que nous voulons. À l'échelle nationale aussi, la CFDT porte sa vision d'une Europe sociale utile aux travailleurs et appelle chacune et chacun à se rendre aux urnes.

Cela veut dire appeler à voter pour une liste candidate ?

➔ Non, notre rôle n'est pas de dire pour qui il faut voter. En revanche, on affiche clairement notre opposition aux idées

d'extrême droite et aux candidats qui les portent. Le 23 mai dernier, nous avons auditionné les candidats républicains et examiné leur programme au prisme syndical. Cela nous a permis, je crois, de mieux connaître leur vision de l'emploi, du travail. Chacun a pu se faire sa propre opinion. Là s'arrête le rapport au politique de la CFDT.

Si tu avais un message à faire passer aux adhérents, quel serait-il ?

➔ Allez voter, c'est primordial ! On le sait, l'abstention est un risque majeur... Elle bénéficie toujours à l'extrême droite.

Cela t'inquiète-t-il ?

➔ Oui, clairement, car l'extrême droite n'apporte rien aux travailleurs, au contraire. Lorsqu'elle accède au pouvoir, sa première ambition est de mettre en place un régime autoritaire, sans contre-pouvoir.

MARYLISE LÉON

“L’EUROPE NOUS DONNE LA CAPACITÉ D’AGIR DANS LES ENTREPRISES”

Marylise Léon alerte sur les dangers que fait peser la montée du populisme sur les citoyens et sur le monde du travail. L’Union européenne est à un tournant majeur et doit s’unir pour relever de nouveaux défis sociaux et écologiques, affirme la secrétaire générale de la CFDT. Entretien.

Propos recueillis par **Anne-Sophie Balle** et **Guillaume Lefèvre**

C’est exactement ce qui est en train de se passer en Finlande [lire reportage page 22]. Une autre des caractéristiques des partis d’extrême droite, c’est de fonder leur vision, leur doctrine sur la création d’inégalités de droits entre les citoyens. Il y aurait les bons et les mauvais. Il faudrait enlever des droits à ceux qui n’auraient pas les bons papiers. C’est ce qui se passe en Allemagne, avec le projet de « remigration » de l’AfD, qui entend renvoyer plus de 2 millions d’Allemands d’origine étrangère.

Pourtant ce discours séduit. Le populisme a le vent en poupe un peu partout en Europe... Que répondre à ceux qui désignent « Bruxelles » comme responsable de tous les maux ?

➔ Il ne faut pas laisser la place aux eurosceptiques et à tous ceux qui considèrent que l’UE n’est qu’un problème. Et en offrant à l’extrême droite une majorité au Parlement européen, on risque de détricoter tout ce que l’UE a fait avancer : devoir de vigilance, salaire minimum, travailleurs des plateformes, transparence salariale, égalité femmes-hommes... Sur tous ces sujets, l’extrême droite s’est abstenue ou a voté contre lors de la dernière mandature. Or pour nous, syndicalistes, c’est bien l’Europe qui nous permet d’avancer et nous donne la capacité d’agir dans les entreprises.

Justement, parmi les dernières avancées, l’UE a adopté le 23 avril la directive sur le devoir de vigilance, saluée comme un vrai progrès social par la CFDT. Dans le même temps, elle a annoncé le retour des règles d’austérité... Comment expliques-tu ces contradictions ?

➔ C’est symptomatique d’une Europe qui s’est d’abord construite autour de l’économie et du vieux dogme des 3% de déficit. Elle continue à regarder les questions économiques avec ses vieilles lunettes, mais face aux défis du numérique et de la transition écologique, l’Europe doit changer de prisme et se demander comment investir dans la transition écologique. Cela donnerait à voir une Europe vivante, capable de s’adapter, une Europe du progrès et une Europe qui protège en somme. Je crois que nous sommes dans une Europe solidaire naissante qui nous a permis d’avoir des vaccins, lors de la crise de Covid, ou de mener des actions communes en solidarité avec l’Ukraine. Nous devons aller plus loin encore.

Comment ?

➔ Je vois deux choses. Il nous faut un nouveau modèle de gouvernance économique qui sorte de cette vision étriquée de l’équilibre budgétaire au seul prisme de la réduction de la dette. Il faut

aussi repenser la fiscalité européenne via un meilleur partage des efforts. Il est grand temps que ceux qui en ont les moyens contribuent davantage au financement de la transition écologique. C’est pour cela que nous soutenons l’initiative citoyenne européenne « *Tax the Rich* », qui donne à chaque citoyen et citoyenne le pouvoir de participer activement à la vie parlementaire européenne. Nous l’affirmons également avec nos partenaires du Pacte du pouvoir de vivre : l’Europe doit se doter des moyens de ses ambitions en développant ses ressources propres.

Quel est ton souhait social pour l’Europe dans la prochaine mandature ?

➔ Nous avons besoin de constituer un socle commun de protection sociale. C’est complexe car nos modèles sont très différents et difficilement comparables, mais nous avons vu avec le salaire minimum que cela était possible.

Nous voulons aussi mettre en place un compte personnel de formation européen, qui permette aux salariés de mener à bien leurs projets professionnels et de faciliter leur mobilité au sein de l’espace européen s’ils le désirent.

Nous devons aussi continuer de travailler sur l’assurance chômage. La crise de Covid nous a poussés à mettre en place le dispositif de chômage partiel SURE, qui a bien fonctionné. Transformons-le en une assurance transition emploi européenne pour faciliter les reconversions. C’est crucial au regard des mutations écologiques et numériques qui sont à l’œuvre. ●



Allemagne/

Un modèle en crise

Fragilisée par la guerre en Ukraine et la concurrence chinoise, la première puissance économique européenne a perdu de sa superbe. Le climat social s'en ressent.

ECONOMIE La question revient en boucle dès que l'on évoque l'Allemagne : le pays serait-il redevenu l'« *homme malade de l'Europe* »¹. Après avoir été pendant deux décennies un moteur du continent, au modèle économique et social tant vanté, sa situation est devenue critique à bien des égards. Et, s'il reste la première puissance économique européenne et la troisième puissance européenne à l'échelle mondiale (récemment passée devant le Japon), plusieurs indicateurs sont passés au rouge, comme celui de la croissance. L'Allemagne est en effet le seul pays européen à être entré en récession. Le climat social s'en ressent fortement : le sentiment ou la peur du déclassement sont devenus très présents dans les discours des citoyens.

Comment expliquer ce décrochage ? Comme l'ensemble des autres membres de l'UE, l'Allemagne a dû faire face à deux chocs, celui de la crise du Covid puis celui de la guerre en Ukraine. Toutefois les impacts ont été plus rudes qu'ailleurs, du fait « *de son modèle économique très extraverti et très internationalisé dans l'organisation de sa chaîne de valeur, mais aussi du fait de sa grande dépendance*

énergétique vis-à-vis de la Russie », explique Marie Krpata, chercheuse au sein du Comité d'études des relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales (Ifri). « *Au déclenchement de la guerre, en février 2022, l'Allemagne était dépendante à 55 % d'importations en gaz russe.* » Le pays a donc dû se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement, plus coûteuses. Or l'industrie allemande tire sa force de secteurs très énergivores (acier, automobile, chimie...). Sa compétitivité en a souffert.

Des problèmes structurels

Si l'augmentation des prix de l'énergie est l'une des principales causes du décrochage allemand, elle n'est pas l'unique responsable. Cette crise révèle des problèmes plus structurels, liés au fait que « *l'économie allemande est fondée sur un paradigme dépassé, expliquait Élixa Goudin-Steinmann, historienne². Les deux piliers qui ont fondé le succès de l'économie allemande, à savoir l'industrie et les exportations, doivent être complètement reconsidérés. Ils ne seront plus pertinents.* »

Centrale thermique de Niederaussem, en Allemagne, dont l'activité a été interrompue en 2020, puis réactivée en juin 2022 lors de la crise énergétique.

Pour ne rien arranger, le pays a accumulé des « *retards catastrophiques* » dans bien des domaines, comme les transports, les nouvelles technologies, le numérique ou les services. « *L'Allemagne n'investit pas assez dans des secteurs de rupture* », pointe Marie Krpata. L'automobile en est la parfaite illustration : « *Le pays a complètement raté le virage de l'électrique* », estime la chercheuse, évoquant la complète transformation à laquelle le secteur est appelé pour répondre à la directive européenne interdisant la vente de véhicules thermiques neufs dès 2035. Outre-Rhin, où la voiture est plus qu'un symbole, cette reconversion est terriblement déstabilisante. Emmené par les trois emblématiques constructeurs (Volkswagen, BMW et Mercedes-Benz), ce secteur, très puissant, pourvoyeur de milliers d'emplois et structurant les territoires, semble tout à coup fragilisé. Une vulnérabilité renforcée par la concurrence chinoise féroce, extrêmement compétitive sur les véhicules électriques (comme dans bien d'autres domaines).

Orthodoxie budgétaire

Comment l'économie allemande, habituellement très résiliente, remontera-t-elle la pente ? La coalition au pouvoir (qui réunit les trois formations politiques SPD, Verts et Libéraux) a souvent du mal à se mettre d'accord sur les méthodes comme sur les solutions. Le dogme de l'orthodoxie budgétaire (qui certes limite le déficit public, mais aussi les capacités d'investissements) représente un frein. À l'approche des élections européennes, le climat économique plombé et le mécontentement social qui l'accompagne ne sont pas de bon augure. Le parti d'extrême droite AFD pourrait en tirer bénéfice. Jusqu'à quel point ? ●

Emmanuelle Pirat

¹ L'expression a été utilisée pour la première fois par *The Economist*, en 1999. En juillet 2023, l'hebdomadaire faisait sa une en posant à nouveau la question : « *L'Allemagne, nouvel homme malade de l'Europe ?* ».

² France Culture. *Le Temps du débat*. 29 août 2023.

En bref

Royaume-Uni/ Si cher Brexit...



Le Brexit coûte cher aux Anglais. D'ici à 2035, les dégâts économiques pour le pays sont estimés à 300 milliards de livres sterling (350 milliards d'euros), selon une étude réalisée par Cambridge Econometrics, réactualisée en janvier 2024. Ainsi, le Brexit aurait contribué à ralentir la croissance du pays de 0,4 point. Il pourrait également avoir pour conséquence de réduire les investissements d'un tiers d'ici à 2035. L'impact sur l'emploi est énorme. L'étude évalue la perte à 3 millions de postes à l'horizon 2035.

Neuf États sont actuellement candidats à l'adhésion.

Union européenne/

À quand de nouveaux pays membres ?

ÉLARGISSEMENT Onze ans que les frontières de l'Union n'ont pas bougé et qu'aucun nouvel État n'a été intégré... Mais cela pourrait bientôt changer. Si certains lui ont tourné le dos, c'est le cas du Royaume-Uni en 2020 suite au Brexit, l'Union, aujourd'hui composée de 27 États membres, continue globalement d'attirer des prétendants. Actuellement, neuf pays situés à l'est du Vieux Continent et dans les Balkans sont officiellement candidats à l'adhésion. Pour sept d'entre eux, les Vingt-Sept ont validé (à l'unanimité) l'ouverture de négociations – une étape au cours de laquelle la Commission européenne s'assure que le pays réunit les conditions pour devenir État membre : stabilité institutionnelle et démocratique, économie de marché viable et transposition de la législation de l'UE dans le droit national.

Dans le détail, la Macédoine du Nord n'a accédé à ce stade des discussions que dix-sept ans après sa candidature en 2005, une fois le veto bulgare levé. Le Monténégro, candidat depuis 2010, est en processus de négociation depuis 2012, de même que la Serbie, candidate depuis 2012, en pourparlers depuis 2014. Quant à l'Albanie, candidate depuis 2014, les négociations n'ont débuté qu'en 2022. Rares exceptions à ce processus globalement long, l'Ukraine et la République de Moldavie ont rapidement accédé à la phase de discussions, en raison de l'invasion russe en Ukraine. Le 14 décembre 2023, le Conseil européen ouvrirait ainsi les négociations d'adhésion pour ces deux pays. À l'inverse, les négociations avec la Turquie, entamées en 2005, sont au point mort : la dérive autoritaire d'Erdogan, la non-reconnaissance du génocide arménien et le poids de l'islam politique éloignent toute perspective d'adhésion.

À terme, l'Union européenne devrait donc compter 36 pays. Les futurs élargissements verraient l'UE épouser les frontières géographiques du Vieux Continent. Une nouvelle configuration qui nécessitera de penser les réformes institutionnelles permettant à cet ensemble de fonctionner efficacement. Or dans ce domaine aussi, les avis divergent... ●



Portugal/

Chômage en baisse, travail précaire en hausse

Au Portugal, les grèves se succèdent dans le public comme dans le privé. Malgré une situation économique qui redémarre (2,3% de croissance et 6,5% de chômage en 2023), les salaires demeurent parmi les plus bas d'Europe. D'après la Confédération générale des travailleurs portugais, CGTP-IN, 43% des travailleurs percevaient moins de 900 euros net par mois au premier trimestre 2024. « L'emploi a augmenté, mais principalement au profit de l'emploi précaire », souligne la CGTP-IN. Sur 100 nouveaux contrats signés, 90 le sont pour des emplois précaires. Dans le même temps, l'inflation a atteint 5,3% et les prix des loyers ont flambé. La CGTP-IN estime ainsi la perte de pouvoir d'achat des ménages à 5,5% depuis 2021. Conséquence, selon l'Institut national des statistiques portugais, 250 000 actifs (soit 5%) ont cumulé en 2023 deux, voire trois emplois pour boucler les fins de mois...



Manifestation à l'appel de la CGTP-IN. Le 1^{er} Mai 2024 à Lisbonne, Portugal.

UNION EUROPÉENNE

Roumanie et Bulgarie/

L'espace Schengen s'élargit



Aéroport international d'Otopeni, près de Bucarest, en Roumanie, en mars 2024.

LIBRE CIRCULATION Finis les contrôles pour les Européens arrivant en Bulgarie et en Roumanie par les airs ou par la mer. Ces deux pays sont, depuis le 31 mars 2024, membres de l'espace Schengen. Composé de 29 États (dont la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein, non membres de l'Union européenne), l'espace Schengen est une zone de libre circulation des personnes. Les contrôles d'identité sont abolis lors des franchissements des frontières intérieures. Seuls demeurent des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen.

La fin des contrôles en Roumanie et en Bulgarie concerne, dans un premier temps, les frontières maritimes et aériennes. L'ouverture de la frontière terrestre a été reportée. Une situation due à un veto persistant de l'Autriche, qui craint une immigration clandestine trop importante. La Commission européenne espère toutefois avancer d'ici la fin de l'année. La Roumanie et la Bulgarie attendaient leur adhésion depuis 2011. ●

En bref

Pays-Bas/

L'aide à l'emploi des séniors est supprimée

Le Sénat a adopté, le 16 avril, un projet de loi visant à supprimer progressivement, à partir de 2025, l'allocation versée aux employeurs qui embauchent des salariés âgés de 56 ans et plus, bénéficiant de l'aide sociale. Selon la ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, Karien van Gennip, dans une lettre adressée au Parlement, cette aide (*Loonkostenvoordelen*, LKV), créée en 2018, est d'une « efficacité limitée » et ne répond pas à l'objectif du gouvernement d'augmenter le taux d'emploi des séniors. « Cela ne change rien au fait que je poursuivrai mes efforts pour stimuler davantage la participation au marché du travail des personnes de plus de 55 ans », a rassuré la ministre. Selon elle, l'aide devrait être remplacée par d'autres mesures.



Soudeur sur le chantier d'un nouveau métro souterrain à Amsterdam.

Pologne/

La Commission lève les sanctions instaurées en 2017



Donald Tusk et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne le 23 février 2024, à Varsovie.

ÉTAT DE DROIT Soulagement à Varsovie.

Le 6 mai dernier, la Commission européenne a annoncé son intention de mettre fin à la procédure qui visait la Pologne depuis 2017 pour violation de l'État de droit. Une démarche engagée par Bruxelles en réaction aux réformes judiciaires mises en place par le parti nationaliste PiS au pouvoir entre 2015 et 2023. « Il n'y a plus de risque clair de violation grave de l'État de droit en Pologne », assure aujourd'hui la Commission, qui salue les efforts engagés par le gouvernement de Donald Tusk (en fonction depuis octobre 2023). Citons, entre autres avancées, les mesures mises en place pour rétablir l'indépendance du système judiciaire, la reconnaissance de la primauté du droit européen et l'application des décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Varsovie a immédiatement salué « une bonne nouvelle [qui] renforce la Pologne au sein de l'Union européenne. Et d'ajouter : Il n'y a plus sur nous cette ombre négative. » La fin de la procédure signifie concrètement le déblocage des 136 milliards d'euros de fonds européens (notamment le plan de relance post-Covid) jusqu'alors gelés. Désormais, la Hongrie demeure le seul État membre sous le coup d'une sanction pour « menace systémique » pesant sur les valeurs de l'UE. Procédure qui peut, en théorie, aller jusqu'à la suspension des droits de vote de ce pays au sein du Conseil de l'UE.

LES ENJEUX DE LA MANDATURE

Nicolas Ballot, Jérôme Citron, Sabine Izard et Emmanuelle Pirat



UNE EUROPE EN MUTATION

L'UNION S'APPRÊTE À RENOUVELER
SON PARLEMENT. QUELS DÉFIS
ATTENDENT LES DÉPUTÉS ?





Interview

« Passer de l'Europe marché à l'Europe puissance »

ANCIEN COMMISSAIRE EUROPÉEN, PASCAL LAMY A CONSACRÉ UNE GRANDE PARTIE DE SA CARRIÈRE À FAIRE AVANCER L'IDÉAL EUROPÉEN. À 77 ANS, IL EST TOUJOURS AUSSI ACTIF SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE. IL COORDONNE LE TRAVAIL DES INSTITUTS JACQUES DELORS DE PARIS, BRUXELLES ET BERLIN.

Quel est l'enjeu majeur auquel l'Europe va être confrontée dans les années à venir ?

► Le grand sujet, c'est la mutation de l'intégration européenne d'une entité d'ordre plutôt économique vers une entité à composante politique beaucoup plus prononcée. Pour le dire autrement, l'enjeu est de passer de l'Europe marché

à l'Europe puissance. Pourquoi ? À cause du monde. Cette mutation est devenue absolument nécessaire. Elle a déjà commencé mais les cinq prochaines années vont devoir l'amplifier et dans des proportions considérables par rapport au passé. On est vraiment à un moment de mutation. La brutalisation du monde et le réchauffement de la planète ont complètement changé la donne depuis une dizaine d'années.

La brutalisation a pour fond de tableau la rivalité sino-américaine qui ne cesse d'augmenter. On ne peut d'ailleurs pas comprendre la guerre russe en Ukraine ou encore les affrontements au Proche-Orient sans avoir en tête ce fond de tableau qui domine les relations internationales. Or l'Europe a été construite pour garantir la paix. Elle n'a jamais été pensée pour faire la guerre, d'où les difficultés actuelles à aider efficacement l'Ukraine. À cela s'ajoute la question environnementale. L'Europe s'en est emparée mais reste encore très seule dans le monde sur cette question. Et il n'y aura pas de résultats si les autres ne s'y mettent pas aussi.

Comment réussir cette mutation ?

► Si on regarde les crises qui ont frappé l'Europe depuis 2008, elles sont toutes venues de l'extérieur : la crise financière, les réfugiés, le Covid, l'Ukraine...

Cela confirme que l'Europe est soumise à des chocs qui

l'obligent, pour survivre en tant que processus d'intégration, à passer à autre chose. Et cette autre chose passe par une dimension « sécurité et défense » – notamment pour gagner en Ukraine ; par la poursuite du Pacte vert (*le Green Deal*), qui est devenu une marque d'identité à travers le monde, et par la poursuite de

l'élargissement. Ces trois sujets ont un point commun : ils coûtent très cher. Pour réussir cette mutation, il faudrait un budget européen chaque année équivalent à trois budgets actuels. L'enjeu principal qui couvre toutes ces problématiques est donc la programmation financière de l'Union. On va avoir un débat extrêmement difficile sur les finances communautaires car les États ne vont pas vouloir cotiser plus. La seule issue possible semble être d'emprunter à nouveau avec la signature de l'Union. Encore faut-il trouver l'énergie politique pour le faire.

En quoi les prochaines élections européennes peuvent-elles avoir un impact ?

► Le dernier scrutin a été marqué par l'augmentation de la participation des jeunes de manière spectaculaire. Ce fait politique, qui a beaucoup surpris, a également permis l'adoption du Pacte vert. Cette fois-ci, il est probable que le fait politique soit une poussée vers la droite ; la question ouverte est celle de son ampleur, et donc de la nouvelle coalition possible des forces politiques en soutien à la Commission européenne. La grande coalition (chrétiens-démocrates, sociaux-démocrates, centristes et Verts) va-t-elle être remise en question au profit d'une coalition des droites qui deviendrait majoritaire au Parlement européen ? Dans ce cas, la poursuite de l'intégration européenne pourrait sortir fragilisée de cette élection. Espérons que le risque populiste, bien réel, ait comme conséquence de remobiliser un électoral attaché au projet européen avec toutes les valeurs qui lui sont attachées.

Le constat est sévère. Êtes-vous inquiet pour l'Europe ?

► Toute la question est de savoir si l'Europe est capable de se transformer suffisamment pour que son projet reste pertinent dans ce monde qui a totalement changé. L'Europe est le seul endroit de la planète où il y a cet alliage de démocratie, d'économie de marché, de systèmes sociaux et d'accès à la culture que beaucoup nous envient. On a une chance que ce modèle européen survive, mais si on ne gagne pas de la puissance et de l'influence, on risque d'être largués. Jacques Delors parlait, à son époque, de « *survie ou de déclin* ». Il faut prendre conscience que l'Europe est un ensemble qui rétrécit relativement. Le monde est, et sera, beaucoup plus asiatique, puis africain.

Il y a trente ans, on pouvait penser que le monde allait converger vers un modèle européen. Aujourd'hui, on est obligé de changer de perspective, et de braquet. ●

Propos recueillis par Jérôme Citron

Parcours

- **Pascal Lamy fut directeur de cabinet du président de la Commission européenne Jacques Delors de 1985 à 1994.**
- **Commissaire européen pour le commerce de 1999 à 2004.**
- **Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce de 2005 à 2013.**





Manifestation pour la hausse et l'égalité salariale. Paris, 13 octobre 2023.



Marche intersyndicale et européenne « Ensemble contre l'austérité ». Bruxelles, 12 décembre 2023.

SOCLE DES DROITS SOCIAUX

Des avancées significatives mais fragiles

L'Europe sociale gagne peu à peu du terrain. Plusieurs directives ont été adoptées récemment. Des signes encourageants mais qui restent vulnérables tant les questions économiques prédominent.

Les questions sociales n'ont pas toujours eu bonne presse en Europe. Après la « parenthèse enchantée » de la Commission Delors (1985-1994), qui était parvenue à imposer les organisations syndicales à l'échelle européenne, il aura fallu une crise financière mondiale (2008-2011) pour que l'Union remette en question son approche du tout-économique et que le social fasse timidement son retour à Bruxelles. En 2017, au sommet de Göteborg (Suède), les Vingt-Sept adoptent le Socle européen des droits sociaux, texte majeur qui édicte 20 grands principes* censés servir de boussole « sociale » aux États membres. Même si ce socle n'est pas juridiquement contraignant, il marque le tournant pris par l'Union après des années de néolibéralisme.

Jusqu'à présent, cette ligne politique n'avait pas été remise en question. Plusieurs directives ont ainsi pu être amendées ou adoptées au cours de la dernière mandature. Citons notamment la révision de la directive sur le travail détaché, effective depuis le 30 juillet 2020 ; la directive sur le salaire minimum, adoptée le 19 octobre 2022 ; la directive sur la transparence des rémunérations et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, adoptée le 10 mai 2023, ou encore la directive sur les travailleurs des plateformes, adoptée le 24 avril 2024. La directive sur le devoir de vigilance, adoptée elle aussi le 24 avril, s'engage à responsabiliser les grandes entreprises vis-à-vis de leurs sous-traitants partout dans le monde. Si le social reste une prérogative nationale et qu'il n'est pas question d'harmoniser les législations à l'échelle européenne, la Commission, le Parlement et le Conseil ont malgré tout réussi à faire bouger les lignes. « Alors que peu de monde y croyait, cette mandature a permis des

avancées étonnantes en matière sociale, analyse Philippe Pochet, l'ancien directeur général de l'Institut syndical européen (Etui). Même les votes au Parlement ont été spectaculaires. La directive sur le salaire minimum, par exemple, a été adoptée à 80 %. Il y a bien eu une appétence pour le social. »

Davantage de solidarité

Chacune des crises vécues par l'Union européenne (la déroute financière, le Covid ou encore la guerre en Ukraine) aura finalement permis d'avancer vers davantage de solidarité à l'échelle du continent. Président du Mouvement européen, Hervé Moritz partage ce constat : « La révision de la directive sur le travail détaché est un bon exemple. L'Union a été capable de prendre à bras-le-corps ce sujet et mettre un frein aux dérives que l'on constatait. »

Ce dynamisme sur les questions sociales pourrait cependant connaître un sérieux ralentissement selon les résultats des prochaines élections. Les derniers sondages indiquent, jusqu'à présent, une poussée des partis les moins enclins à avancer sur ces thèmes. Les négociations risquent d'être plus compliquées au sein du futur Parlement. Et si l'Union européenne devait encore disposer d'une majorité progressiste, le risque de blocage sur bien des sujets est réel. « L'enjeu de la prochaine mandature va être la mise en œuvre du Pacte vert, souligne Hervé Moritz. L'Europe doit travailler sur l'accompagnement social de cette transition. » Une prochaine étape de l'Europe sociale qui reste encore à écrire. ●

Jérôme Citron

* Offrir un accord équitable pour les travailleurs-euses.

À retrouver sur : www.etuc.org



Pour aller plus loin



I PACTE VERT EUROPÉEN |

Poursuivons le combat !

Annoncé en 2019, le *Green Deal* a marqué un véritable tournant dans la politique européenne pour répondre à l'urgence climatique. S'il a permis de réelles avancées, il n'a pas tenu toutes ses promesses et semble de plus en plus fragilisé. Son avenir est en grande partie suspendu aux résultats des prochaines élections.



Les agriculteurs italiens protestent contre les politiques agricoles de l'UE.
Italie, Caserta, le 5 février 2024.

“C'ÉTAIT LA PREMIÈRE FOIS QUE L'UNION ANNONÇAIT AUTANT POUR LE CLIMAT.”

Caroline François-Marsal, responsable Europe au Réseau Action Climat.

Le Pacte vert européen survivra-t-il aux prochaines élections ? La formule peut paraître exagérée. Mais il est raisonnable de s'en inquiéter. Souvenons-nous : ce *Green Deal*, annoncé en 2019 par Ursula von der Leyen, tout juste nommée présidente de la Commission européenne, est à l'époque salué de manière unanime comme « historique ». Il fixe des objectifs ambitieux : un horizon de neutralité carbone à atteindre en 2050, avec une cible intermédiaire de moins 55 % d'émissions de gaz à effet de serre en 2030 (par rapport aux mesures de 1990). Et, pour ce faire, il engage un vaste programme législatif, le fameux *Fit for 55*, soit une quinzaine de lois et règlements portant sur une variété de sujets comme la fin des moteurs thermiques, les énergies renouvelables, la biodiversité, etc. « *C'était la première fois que l'Union européenne annonçait autant pour le climat. Même si cela reste en deçà de ce que demande la science pour contenir le réchauffement climatique en dessous des 1,5 °C* », explique Caroline François-Marsal, responsable Europe au Réseau Action Climat. « *Avec le pacte vert, l'Europe s'est positionnée comme un laboratoire de la transition* », souligne Nico-

las Berghmans, responsable Europe et expert énergie et climat à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Sur cette mandature (2019-2024), plusieurs textes significatifs ont été adoptés, fixant des caps importants : la fin de la vente des moteurs thermiques d'ici à 2035, le doublement du déploiement des énergies renouvelables d'ici à 2030, la décision de flécher 40 % des budgets du plan de relance de 750 milliards d'euros à des prêts et des subventions concernant le climat et la biodiversité, ou la taxe carbone aux frontières.

Échec sur le plan agricole et la biodiversité

Pour autant, le programme de *Fit for 55* est loin d'avoir été accompli en totalité : plusieurs textes importants (et très attendus !), comme celui portant sur la réduction des pesticides, l'usage des produits chimiques (Reach) ou le projet de loi sur la restauration de la nature, ont fait l'objet d'oppositions très nettes au Parlement et n'ont pas été adoptés. La réglementation sur la déforestation importée, jugée très innovante – « *parce que pour la première fois, on s'attaque aux émissions importées* », comme le souligne Caroline François-Marsal –, est pour l'instant suspendue, à la demande de plusieurs États dont la France. Sans compter les récents assouplissements des critères de la PAC, décidés pour répondre à la colère du monde agricole, « *qui détricotent son ambition environnementale* », selon Anne-Juliette Lecourt, responsable du dossier « Transition écologique juste » à la CFDT. « *Du point de vue de la transition agricole et de la biodiversité, il faut reconnaître que le pacte vert a été un échec* », ajoute Nicolas Berghmans, de l'Iddri, faisant écho au diagnostic partagé par de nombreux experts.

Seconde étape

Et maintenant ? « *Si le Pacte vert a constitué une boussole énergétique depuis 2019, nous entrons maintenant dans une seconde phase : celle de la mise en œuvre concrète dans tous les États membres de l'Union* », indique Camille Defard, cheffe du centre Énergie de l'Institut Jacques Delors. Et là, clairement, cela risque de coïncider. D'abord parce que dans de nombreux pays de l'UE, le *Green Deal* n'est plus perçu positivement. Il est considéré, par les partis conservateurs et identitaires au premier chef, comme la cause de multiples difficultés : trop de contraintes, trop de normes... Cela s'est largement illustré lors de la crise agricole de ces derniers mois, en France et en Europe.

Un mouvement général d'appel à une « pause législative » s'est fait jour. « Il existe un risque réel de backlash [contrecoup] politique et social, indique Camille Defard. L'un des plus gros enjeux pour la prochaine mandature va se jouer autour de l'acceptabilité sociale. » Sur ce point, la chercheuse pointe le risque que « certains partis, climatosceptiques, cherchent à instrumentaliser le Green Deal, pour bloquer ou réduire les ambitions vertes du pacte ».

Quels financements ?

L'autre gros point d'interrogation – et surtout d'inquiétudes – pour la prochaine mandature reste les capacités de financement en faveur de cette transition écologique, déjà bien insuffisantes. « Il faudrait 813 milliards d'euros par an, soit 5,1 % du PIB européen, pour les seuls secteurs transport, énergie et bâtiment. Nous n'en sommes qu'à la moitié, avec 407 milliards, soit 2,6 % du PIB européen », avance Clara Calipel, chercheuse à l'I4CE. La fin du plan de relance, en 2026, risque de tarir une source essentielle de financement, « alors même que les besoins vont augmenter », ajoute Camille Defard. « L'Europe va avoir besoin d'investissements colossaux pour financer cette transition éco-

logique. Si elle ne s'en donne pas les moyens, ses objectifs risquent de rester lettre morte », alerte Béatrice Lestic, secrétaire nationale, chargée des questions européennes et internationales à la CFDT (intervention à retrouver sur www.cfdt.fr : « Une Europe écolo et solidaire »). Pour ce faire, la CFDT plaide non seulement pour la pérennisation du plan de relance mais aussi pour la mise en place d'un Fonds européen permanent. C'est donc bien à rebours des appels à la « pause » que se place la CFDT : « Face à l'urgence climatique, il ne faut pas ralentir mais mieux accompagner. » Ce qui sous-entend, notamment, un accompagnement social indispensable, gage d'acceptabilité. La CFDT revendique pour cela que le Fonds social pour le climat, qui sera doté de 65 milliards d'euros pour l'ensemble des pays membres, soit renforcé. On le comprend : les résultats des prochaines élections seront donc déterminants pour que ces défis soient relevés. ●

Emmanuelle Pirat



Grande marche pour le climat à Bruxelles, Belgique, en décembre 2023.

I DÉFENSE I

« Consolidar le rôle de facilitateur de l'UE pour la production et l'acquisition d'armement »

Albert Corbel, secrétaire général de la CFDT-Défense, décrypte les enjeux de l'Europe de la défense.

La défense est un serpent de mer de la construction européenne. Où en est-on ?

► La sécurité et la défense sont, a priori, des domaines réservés aux États. Pourtant, le traité de Lisbonne, en 2007, intègre la politique commune de sécurité et de défense. L'idée n'est alors pas de créer une défense européenne mais de favoriser les coopérations. Malgré cette petite avancée, le Conseil européen n'a pas consacré de réunion aux questions de défense avant 2013! Et ce n'est qu'en 2016 qu'émergent les premières initiatives d'envergure sur le sujet. 2016, c'est à la fois l'année du référendum sur le Brexit et la victoire de Donald Trump aux États-Unis. Ces deux événements majeurs ont clairement fragilisé la confiance qu'accordait l'Europe aux États-Unis et à l'Otan pour assurer sa défense.

L'Europe de la défense passe aussi par une politique industrielle spécifique ?

► Sur le plan industriel, c'est en juillet 2018 qu'est adopté le règlement instaurant le premier programme européen de développement (EDIDP) consacré au secteur, ainsi que le lancement d'une action préparatoire pour la recherche en matière de défense (PADR).

Cependant, les progrès sont minces sur le plan opérationnel. Les États membres s'attachent surtout à protéger leur souveraineté et leurs industries de défense!

Il semble tout de même que les choses évoluent dans le bon sens dernièrement...

► Oui, deux crises majeures ont poussé l'Union européenne à progresser en matière de sécurité commune. La première, celle du Covid, a ouvert les yeux sur la nécessité d'autonomie stratégique; et la seconde, l'invasion de ●●●



Usine Nexter KNDS. Construction de véhicules militaires blindés à Roanne, France.

“L’EUROPE A PROGRESSÉ EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ COMMUNE.”

Albert Corbel, secrétaire général de la CFDT-Défense.

●●● L’Ukraine, sur le fait que cette autonomie stratégique doit concerner la défense et la sécurité des peuples contre les menaces militaires.

Le 5 mars dernier, Thierry Breton, commissaire européen chargé des industries de défense, a proposé de renforcer drastiquement l’industrie de défense de l’UE afin de « mieux s’armer contre la menace

russe » et de « moins dépendre des États-Unis ». Mais attention, il ne s’agit pas pour l’Europe de financer les achats d’armes – ce n’est pas dans ses attributions –, mais d’aider les États membres à le faire mieux et ensemble.

Que peut-on attendre de la future mandature européenne ?

▶ Le prochain mandat devra consolider le rôle de facilitateur de l’UE pour la production et l’acquisition d’armement. Il n’est pas question que le budget de l’Union se substitue aux budgets nationaux pour l’armement, mais il doit permettre de booster les investissements de la base industrielle technologique de défense européenne et la rendre compétitive face aux États-Unis. Depuis 2022, 68% des achats d’armement européens sont réalisés aux États-Unis. Il faut évidemment corriger le tir, au profit de l’autonomie stratégique de l’Europe, bien entendu, mais également au profit des industries de défense et des travailleurs de ce secteur. ●

Propos recueillis par Nicolas Ballot



Des migrants arrivent au port de La Restinga à El Hierro, Îles Canaries, en Espagne, octobre 2023.

POLITIQUE MIGRATOIRE | Un pacte très discutable

La politique migratoire en Europe est à un tournant. Après plus de trois ans de négociations, le Parlement européen a voté, le 10 avril dernier, un texte qui durcit les règles d’accueil. Une orientation contestable qui risque de favoriser l’immigration clandestine.

L’Union européenne connaît depuis quelques années une hausse du nombre des arrivées irrégulières et des demandes d’asile. En 2023, l’agence Frontex a ainsi enregistré plus de 380 000 traversées des frontières extérieures de l’UE (+ 17 % par rapport à 2022). Et 1 129 800 personnes ont demandé l’asile dans l’Union européenne en 2023, selon Eurostat (+ 17,5 % sur un an). Cette poussée migratoire, couplée aux tensions géopolitiques aux frontières de l’Europe ainsi qu’à la montée des nationalismes, représente l’un des enjeux politiques forts de ces élections européennes.

montée des nationalismes, représente l’un des enjeux politiques forts de ces élections européennes.

« L’Europe s’est divisée sur ces sujets »

C’est dans ce climat politique tendu que le Parlement européen a voté, le 10 avril dernier, le Pacte sur la migration et l’asile, dont l’objectif est d’har-

moniser les pratiques d’accueil des migrants et des demandeurs d’asile. Un objectif « quasiment insurmontable », selon François Héran, professeur au Collège de France. « Depuis 2015 et la crise des réfugiés syriens, les États membres se sont profondément divisés sur le sujet, et le paysage politique est très éclaté en matière d’accueil », explique-t-il. Certains pays, comme la Suède ou l’Allemagne, ont beaucoup accueilli par le passé, et adoptent aujourd’hui une politique migratoire bien plus restrictive. D’autres sont inflexibles. Les pays d’Europe centrale, eux, refusent d’accueillir des immigrés. Et chaque pays veut garder la souveraineté de sa politique migratoire. « En durcissant les conditions d’entrée, le pacte risque, à terme, de renforcer l’immigration clandestine, alerte le professeur Héran. La poussée migratoire augmente dans le monde. Vouloir réduire les migrations vers l’Europe est une idée naïve. »

Le nouveau règlement tente donc de résoudre ces contradictions. D’un côté, il renforce et durcit les contrôles aux frontières, afin de limiter l’immigration illégale, ce qui, pour la CFDT, « accroît les risques de discriminations et de refoulements arbitraires ». De l’autre, il crée un mécanisme de « solidarité » afin de soulager les États membres confrontés à une pression migratoire. Ainsi, le premier pays d’entrée dans l’UE d’un demandeur d’asile restera chargé de l’examen du dossier mais les autres États membres devront aussi contribuer, en accueillant par « relocalisation » ou par une aide financière.

Une nouvelle orientation politique critiquée par la CFDT et ses partenaires associatifs du Pacte du pouvoir de vivre. Ils appellent à « un changement de paradigme en matière de politique migratoire, qui s’appuie sur les principes de dignité et d’intégration ». Sans oublier que, malgré les réticences de certains États membres, l’Europe a besoin de main-d’œuvre immigrée car sa population est aujourd’hui vieillissante... ●

Sabine Izard

Inscrivez-vous
sur le site

Je
participe:



La plateforme des adhérent-es et des militant-es qui font la CFDT au quotidien

Découvrez sur jeparticipe.cfdt.fr, des débats proposés par les structures CFDT (syndicats, unions régionales, fédérations, etc.), ouverts à toutes et tous, ou réservés à un public cible selon les sujets.

Transition écologique - Démocratie - Enjeux sociétaux...

Le débat est un élément central de la démocratie interne de la CFDT pour construire collectivement les décisions de demain.

Débatte nous rapproche, nous aide à mieux comprendre les positions de chacun, nous oblige à argumenter et fait évoluer nos positions.

La finalité de nos débats est d'alimenter la réflexion des instances dans lesquelles se prennent les décisions, alors rendez-vous sur <https://jeparticipe.cfdt.fr> et **inscrivez-vous !**

3... 2... 1... Participez !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Anne-Sophie Balle, Guillaume Lefèvre et Claire Nillus



LES VISAGES DE L'EXTRÊME DROITE

Max Hirze/Haytham-REA



Jeunes militants italiens
de la Ligue du Nord.

**LEUR POPULARITÉ EST EFFRAYANTE. TOUS LES PAYS
DE L'UNION SONT CONFRONTÉS À LA MONTÉE DE PARTIS
AUTORITAIRES QUI REMETTENT EN QUESTION
LES VALEURS PORTÉES PAR LE PROJET EUROPÉEN.
LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS ÉPARGNÉS.**



Une force inquiétante et multiple



Les partis de droite radicale sont désormais installés dans la quasi-totalité des États membres de l'Union européenne. Cinquième groupe politique au Parlement européen en nombre d'élus, l'extrême droite y forme une famille relativement hétérogène et porte-drapeau d'enjeux nationaux plus qu'européens.

Les 705 eurodéputés élus il y a cinq ans se répartissent en sept familles politiques. Deux d'entre elles regroupent les partis d'extrême droite. Le groupe Conservateurs et réformistes européens (CRE) compte 64 eurodéputés issus de 18 États membres. On y trouve le parti d'ultradroite polonais, le PiS (le plus important en nombre de sièges), devant les Frères d'Italie, les différents partis néerlandais, les nationalistes espagnols de Vox, le Parti démocratique civique de République tchèque, l'Alliance néoflamande (N-VA) de Belgique, les Démocrates de Suède (SD) et, depuis février 2024, Reconquête ! avec le Français Nicolas Bay.

Le deuxième groupe à droite de la droite, Identité et Démocratie (ID), était la plus petite formation jusqu'en 2019. Aujourd'hui, il pèse autant que le CRE avec 64 eurodéputés issus de huit pays. La Ligue (Lega) de Matteo Salvini en est la principale délégation, devant le Rassemblement national (RN) et ses 23 élus menés par Jordan Bardella, Alternative pour l'Allemagne (AfD), le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) et le Vlaams Belang (VB) belge, Liberté et Démocratie directe (République tchèque), les délégations estonienne et danoise.

« Ces deux groupes sont tout sauf homogènes, explique Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège. En surface les députés parlent "Europe" mais ils restent très influencés par des enjeux nationaux et les aspects idéologiques les divisent fortement. Certains sont laïques, d'autres catholiques intégristes ; certains sont clairement antisémites, d'autres voient dans Israël le bouclier contre "l'islamisation du monde" ; certains dé-

fendent l'homosexualité ou l'avortement, d'autres y voient la main de Satan. » Il y a aussi des différences historiques entre les extrêmes droites à l'ancienne et les droites radicales ou ultradroites qui ont émergé depuis le traité de Maastricht¹. Le politologue Jean-Yves Camus les classe en deux mouvances principales² : les partis les plus anciens s'enracinent dans le fascisme des années 1930. Dans leur version actuelle, ils sont skinheads, hooligans, néonazis. À l'image du NPD allemand, par exemple, beaucoup sont interdits ou surveillés de près. La deuxième catégorie, celle qui a le vent en poupe dans toute l'Europe, appartient à la famille nationale populiste qui a rompu – du moins en apparence – avec la nostalgie du fascisme. « Ces partis acceptent de jouer le jeu de la démocratie parlementaire, ont des élus à différents niveaux de responsabilité selon les pays, et tiennent des discours désormais considérés comme acceptables et non problématiques par une partie croissante de la population », développe Anne Quinchon-Caudal, maîtresse de conférences à l'Université Paris-Dauphine. C'est le cas de l'AfD en Allemagne, de la Lega en Italie, du Rassemblement national en France. D'un pays à l'autre, leurs discours varient (religion, liens avec la Russie, les États-Unis...) et leur processus de dédramatisation est plus ou moins achevé, mais l'idéologie qui les rassemble est identique : le mythe d'une nation homogène et le rejet de l'autre (l'immigré, le musulman...), la vision autoritaire de l'État et son corollaire, l'affaiblissement des contre-pouvoirs (judiciaires, médiatiques, constitutionnels, syndicaux...), le populisme qui oppose le peuple souverain aux riches et aux élites.

Une minorité de blocage ?

En première ou deuxième position des intentions de vote dans beaucoup de pays, ces droites radicales peuvent-elles bousculer l'échiquier politique actuel ? « Oui, répond Pascal Lamy (lire p. 12), ancien directeur de cabinet du président de la Commission

“CES GROUPES RESTENT FORTEMENT DIVISÉS SUR LE PLAN IDÉOLOGIQUE.”

Jérôme Jamin, politologue à l'Université de Liège, en Belgique.



Chaque 11 novembre, les nationalistes polonais, proches ou membres de l'extrême droite, organisent une marche pour commémorer l'indépendance de la Pologne. Varsovie, novembre 2019.

3
questions à



Thierry Chopin « L'Europe a ancré son destin commun dans la démocratie et l'émancipation des individus »

CONSEILLER SPÉCIAL À L'INSTITUT JACQUES DELORS ET PROFESSEUR INVITÉ AU COLLÈGE D'EUROPE (BRUGES).

Comment expliquez-vous la progression rapide des partis radicaux de droite au sein de l'Union ?

➔ Dans un monde de plus en plus instable et conflictuel, cela traduit la crainte d'un déclassement – individuel et collectif –, d'un appauvrissement, d'une perte d'influence, de la perte d'un mode de vie et d'un modèle économique bousculé par la mondialisation. Ainsi, même dans les pays traditionnellement prospères du nord de l'Europe, les partis d'extrême droite progressent fortement dans les votes. Dans les pays du centre et de l'est de l'Europe, sur fond de déclin démographique, l'attraction pour des partis populistes nationalistes est manifeste depuis la crise migratoire, notamment chez des populations restées historiquement très homogènes en raison de l'absence de flux dans leurs pays. L'ouverture à l'international a provoqué une tendance au repli sur soi.

Rejet de l'immigration, de l'islam, du multiculturalisme... c'est la question identitaire qui semble primer. Mais peut-on parler d'une identité européenne ?

➔ Cette question demande que l'on distingue les valeurs, au sens des « préférences » individuelles ou collectives sur le plan culturel et sociétal que l'on trouve dans chaque pays, des principes politiques fondateurs de l'Union européenne qui découlent d'une histoire commune. L'identité nationale « qu'il faut sauver » est très présente dans les discours des extrêmes droites, mais ce qui

fonde l'Europe post-1945, c'est la volonté de s'unir et de rester unis pour se protéger de toute tentation d'un retour à l'autoritarisme. C'est un point absolument central : l'Union européenne n'est pas seulement une alliance d'États, ni un vaste marché, elle a des valeurs – au sens de « principes » politiques et juridiques – et garantit des libertés. Elle a ancré son destin commun dans la démocratie et l'émancipation des individus.

La tentation de sortir de l'Union est-elle toujours là ?

➔ Depuis le Brexit, la tendance est à la normalisation plutôt qu'à la radicalisation. Les eurosceptiques essaient de gagner en crédibilité, sur le modèle de Giorgia Meloni en Italie. Le parti de Marine Le Pen, qui voulait sortir de l'euro jusqu'en 2017, ou l'AfD en Allemagne, qui prônait un retour au deutsche mark, ont recentré leurs messages sur des thèmes plus traditionnels de l'extrême droite (immigration, sécurité, identité...). Mais les enquêtes d'opinion en leur faveur dopent à nouveau les discours. Le parti de Geert Wilders, vainqueur aux élections législatives dans son pays, plaide pour un référendum sur la sortie des Pays-Bas de l'Union européenne. Alice Weidel, la cheffe de l'AfD, estime que le Brexit britannique est un modèle pour sa formation politique. Moins structurant que dans le passé, le clivage pro-et anti-UE constitue encore un risque majeur pour l'avenir de l'Europe. ●

Propos recueillis par C. N.



« Limiter le pouvoir de l'UE! »
Affiche du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Berlin, avril 2024.

européenne. C'est possible si le principal groupe politique du Parlement, le PPE (Parti populaire européen), devait faire alliance avec elles pour conserver sa majorité à droite. » Dans ce cas, les eurodéputés d'ultradroite pourraient freiner le travail des parlementaires. Ainsi, une récente étude de la CFDT sur le vote du Rassemblement national pendant la mandature écoulée montre que ce parti n'a pas voté la mise en place d'un salaire minimum européen, ni l'application du principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale entre les hommes et les femmes, ni la résolution contre les violences faites aux femmes, ni la loi européenne sur le climat, ni le soutien à l'Ukraine... Obstruction systématique ou idéologique, la tactique n'est assurément pas en faveur d'une Europe qui protège. ●

Claire Niluss

1 Maastricht incarne un tournant en 1992 avec l'instauration d'institutions supranationales fortes, le marché unique puis la monnaie unique.

2 Rapport de la Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, 2019.



Petri Nurmi est délégué syndical et salarié de Olmar.

Militants du syndicat STTK

(ci-contre) sur la plateforme logistique de la société Olmar, à Pori, sur la côte ouest finlandaise.

Quand l'extrême droite s'attaque au travail

Depuis un an, une coalition entre les conservateurs et l'extrême droite dirige ce pays de 4,4 millions d'habitants. Les assauts contre le « modèle finlandais » se multiplient et mobilisent les syndicats. Reportage.



Depuis un an, à Pori, ville portuaire longeant la mer Baltique, les 70 travailleurs de la plateforme de logistique Olmar ont déjà cessé le travail plus de trente jours, paralysant *de facto* une partie des exportations par voies maritimes du pays. Une « anomalie » au pays du dialogue social, qui semble se propager à tous les secteurs professionnels depuis quelques mois. Dans l'hôtellerie, les banques, le nettoyage ou la fonction publique, des milliers de travailleurs alternent les mouvements de grève.

« En vingt-neuf ans de carrière, je n'avais fait grève que deux jours. Voir le port à l'arrêt et les bateaux à quai, c'est douloureux, mais on n'a pas le choix », confie, la gorge nouée, Petri Nurmi, délégué syndical d'Olmar. Nous faisons toujours en sorte de trouver un compromis par le dialogue social. Parvenir à un accord, c'est le socle même du fonctionnement de notre société. La coconstruction fait partie intégrante de notre identité et de notre histoire. Cela fait quatre-vingt-quatre ans que ça marche comme ça. Aujourd'hui, clairement, ce n'est plus le cas. »

La culture du pragmatisme a contribué à l'essor de l'extrême droite

Depuis que les conservateurs (20,82 %) et le parti d'extrême droite les Vrais Finlandais (20,6 %) ont remporté les élections législatives et scellé une alliance*,

le modèle tripartite finlandais vacille. « Dans cette démocratie consensuelle, le pragmatisme est le maître mot de la culture politique du pays. La Finlande est habituée à la coopération entre les partis, qui va bien au-delà des frontières idéologiques », explique Sanna Salo, sociologue spécialiste de la politique finlandaise. Les partis traditionnels ont longtemps fait preuve de modération à l'égard du parti des Vrais Finlandais qui, de sa création en 1995 jusqu'en 2017, pouvait mêler des discours populistes, de gauche et de droite, souverainistes, eurosceptiques, mais sans être exclusivement centrés sur l'identité nationale. Ils n'ont établi aucun cordon sanitaire rigide et l'ont considéré comme un partenaire parlementaire. » Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, la plupart des élus Vrais Finlandais n'ont d'ailleurs pas fait de vagues et ont respecté les règles parlementaires. « Ils ont joué la carte de la respectabilité », poursuit la sociologue.

Faire de la limitation du droit de grève un symbole

Cette stratégie « à pas feutrés » a permis au parti d'élargir sa base électorale. Aujourd'hui aux manettes du pays, l'extrême droite (avec l'aval des conservateurs) dévoile son vrai visage. Avec des conséquences très concrètes sur le dialogue social. « Le gouvernement ne nous donne plus les moyens de participer au dialogue social tripartite. Au niveau national, il nous contourne ou il nous ignore et veut réduire nos prérogatives dans les entreprises », résume Antti Palola, le président du syndicat STTK, fort de 420 000 adhérents. En quelques mois, la Finlande est devenue un laboratoire de l'extrême droite. »

Le 8 mai, le Parlement a adopté une loi restreignant drastiquement l'action syndicale. Ce texte limite à vingt-quatre heures la durée de grève dite politique (contre un projet gouvernemental, par exemple) ou de soutien. La loi prévoit aussi de réhausser les amendes en cas de non respect des nouvelles règles. « C'est une

“L'EXÉCUTIF NE NOUS DONNE PLUS LES MOYENS DE PARTICIPER AU DIALOGUE SOCIAL TRIPARTITE.”

Antti Palola, président du syndicat STTK.

attaque frontale contre les travailleurs, insiste Antti Palola. Le gouvernement a décidé de faire de la limitation du droit de grève un symbole dans la mesure où nous ne l'utilisons qu'en cas d'ultime recours», insiste Antti Palola.

Cela pourrait empirer d'ici à l'été. Un projet de réforme du marché du travail est aussi sur la table. En cas d'adoption, les conventions collectives sectorielles seraient abandonnées au profit des accords d'entreprise. Le texte prévoit entre autres de faciliter les licenciements, le recours au CDD, mais aussi la baisse des indemnités chômage ou encore l'introduction d'un jour de carence en cas de maladie... «*Tout le long de la campagne, ils avaient juré qu'ils ne toucheraient ni aux droits des travailleurs ni au droit de grève. Ils ont dupé ceux qui ont été séduits par leur discours. À ceux qui en doutaient, aujourd'hui, ils ont la preuve que l'extrême droite leur ment.*»

Cette attitude opportuniste fera-t-elle changer d'avis une partie de l'électorat finlandais? Se détournerait-il du vote extrême? «*Malheureusement rien ne dit, à court terme, que la tendance va s'inverser. Il est trop tôt pour tirer un bilan. Les mesures ne sont pas encore entrées en vigueur. Elles n'ont pas encore touché les Finlandais au portefeuille et dans leur vie quotidienne...*», conclut Sanna Salo. ●

Guillaume Lefèvre

* Le Parlement finlandais compte 200 élus, dont 48 sont issus des rangs conservateurs et 46 de l'extrême droite.



Usine Volkswagen de Zwickau, Allemagne.



Focus

Comment l'idéologie de l'AfD infiltre l'industrie allemande



Longtemps limitée aux Länder de l'est, l'extrême droite gagne du terrain chez les ouvriers des industries à l'ouest. Syndicats et patronat s'inquiètent.

► L'industrie allemande serait-elle en train de vaciller?

La baisse du pouvoir d'achat (en raison de l'inflation) et la décarbonation de l'industrie allemande pour opérer sa transition écologique alimentent les frustrations parmi les ouvriers, qui craignent pour leurs emplois. «*Cette peur du déclassement fait le jeu du radicalisme et de l'extrême droite*», résume l'IGBCE (mines, chimie, énergie), deuxième syndicat du pays après IG Metall. Jusqu'alors, l'idéologie populiste épargnait les Länder occidentaux, une région réputée très industrialisée et très syndiquée. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. «*En quelques mois, la sympathie de nos membres pour les idées d'extrême droite est passée de 10 à 27%*», poursuit le syndicat. L'idéologie d'extrême droite s'infiltré jusque dans les comités d'entreprise, comme en témoigne l'implantation progressive de Zentrum Automobil (syndicat alternatif d'extrême droite proche du parti AfD) chez Mercedes, BMW ou encore Porsche, avec chaque fois plus de 10% des voix.

Cette progression rampante inquiète en réalité tout le milieu industriel. Outre la sortie de l'Union européenne, l'AfD milite activement contre l'immigration. Or l'économie allemande a cruellement besoin de main-d'œuvre étrangère pour compenser les effets d'une natalité en berne. Alors, depuis plusieurs semaines, le patronat allemand multiplie lui aussi les alertes face au danger populiste. «*L'AfD est néfaste pour l'économie et la réputation de l'Allemagne dans le monde.*» Longtemps, la présence d'une industrie forte et bien organisée a été considérée comme un bouclier efficace à la montée du populisme en Allemagne... Ces digues sont en train de céder. ●

Anne-Sophie Balle

L'AFD MILITE CONTRE L'IMMIGRATION ALORS QUE L'ÉCONOMIE MANQUE CRUELLEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE.

En Italie, la casse sociale à tout-va



Depuis son arrivée au pouvoir en octobre 2022, Giorgia Meloni sabre les aides sociales pour les plus pauvres et donne des gages au patronat en refusant d'instaurer un salaire minimum.

C'était il y a tout juste un an. Le 1^{er} mai 2023, Giorgia Meloni trouvait une manière bien à elle d'honorer les travailleurs de son pays en annonçant la fin du « revenu de citoyenneté », l'équivalent de notre RSA. Instaurée en 2019, cette aide (versée à toute personne vivant de revenus modestes et justifiant de dix ans de résidence en Italie) constituait un véritable amortisseur social pour près de quatre millions de personnes. Sa suppression au profit d'un « chèque inclusion » plus restrictif, le 1^{er} janvier dernier, a précipité une partie de la population dans la pauvreté absolue. *« L'abolition du revenu de citoyenneté est le point culminant d'une politique fondée sur la guerre contre les pauvres. Leurs bénéficiaires ont été présentés tout au long de la campagne électorale comme des fainéants, voire des voleurs, s'alarme Massimo Bondioli d'Emmaüs Italie. Cette réforme législative est la parfaite illustration d'une vision économique dans laquelle les pauvres ne représentent aucun intérêt et sont considérés par le gouvernement comme une nuisance qui ne mérite pas l'investissement des ressources publiques. »*

“LE GOUVERNEMENT MÈNE UNE GUERRE CONTRE LES PAUVRES.”

Massimo Bondioli, Emmaüs Italie.

Des gages au patronat

Malheureusement, cet épisode n'est pas le seul recul acté par l'extrême droite dont la politique antisociale se fait chaque jour un peu plus visible. Le « décret travail », présenté par la Première ministre italienne en ce jour symbolique, offre aux employeurs la

possibilité de multiplier les CDD sans obligation de les pérenniser au-delà de trente-six mois d'activité. De la même manière, il exonère de cotisations patronales toutes les entreprises qui recruteraient des bénéficiaires du nouveau chèque inclusion pendant un an quand, dans le même temps, il conditionne le versement de cette aide sociale à la participation d'activités « utiles à la collectivité »... De quoi ravir le patronat italien auquel Giorgia Meloni ne cesse de donner des gages.

Le salaire minimum enterré

Il y a quelques mois à peine, le 6 décembre 2023, le Parlement italien (où le gouvernement détient la majorité) rejetait une proposition de loi portée par la gauche sur l'instauration d'un salaire minimum. Avec la Finlande, la Suède, le Danemark et l'Autriche, l'Italie fait en effet partie des derniers pays de l'Union européenne à ne pas disposer d'un smic. *« Un vieux serpent de mer du débat politique italien ravivé l'an dernier à la faveur de l'adoption de la directive européenne sur l'harmonisation des salaires minimums, commente le syndicat italien CGIL. Et qui aurait pu corriger les effets de l'inflation et de la précarité. »* Car l'Italie détient également un triste record : celui d'être le seul pays du continent où les salaires réels ont reculé au cours de la dernière décennie (- 3 %). Ici, le salaire brut moyen reste inférieur de 12 % à la moyenne européenne. Un salaire minimum aurait permis à près de quatre millions de travailleurs italiens rémunérés en deçà de 9 euros brut l'heure (seuil fixé par le projet de loi rejeté) de sortir la tête de l'eau... *« Le gouvernement commet une grave erreur en infligeant une nouvelle gifle aux travailleurs », s'emporte la CGIL. Malgré tout, dix-huit mois après son arrivée au pouvoir, Giorgia Meloni conserve le soutien de sa base électorale. À quelques semaines des élections européennes, son parti Fratelli d'Italia, à l'héritage fasciste affirmé, est solidement positionné à 26,7 % des intentions de vote. ●*

A.-S. B.

CENTRO PER L'IMPIEGO SPORTELLI



Guichets du Centre pour l'emploi à Milan.



Un militant des Fratelli d'Italia porte un T-shirt à l'effigie de Giorgia Meloni. Rome, septembre 2022.



4 questions à

Frédéric Zalewski « La situation est réversible tant que tiennent certains verrous institutionnels »

Le 15 octobre dernier, l'opposition centriste proeuropéenne remportait la majorité

parlementaire en Pologne, mettant fin à huit années de gouvernance d'extrême droite, emmenée par le PiS. Frédéric Zalewski, chercheur à l'Institut des sciences sociales du politique, analyse ce cas inédit qui donne des raisons d'espérer.



La Pologne a été l'un des premiers pays européens à basculer dans l'extrême droite. Y avait-il un terreau propice à l'émergence du PiS ?

► Depuis 1989, la droite conservatrice polonaise n'a eu de cesse de lier l'ordre politique postcommuniste aux injustices ou inégalités sociales ressenties par la population. Sa façon habile de lier entre eux des problèmes hétérogènes lui a permis de dire qu'il fallait totalement refonder l'État et donc de se lancer dans le démontage de l'État de droit. D'autant que dans le même temps, la montée des inégalités économiques dans les années 2000 a été parfaitement assumée par les libéraux. Le PiS a donc joué sur du velours pour faire du terrain social un catalyseur d'intégration nationale, en proposant par exemple une hausse des allocations familiales de 500 zlotys [une centaine d'euros]. Pour autant, je me méfie des lectures standard qui présentent le PiS comme « de gauche » sur le terrain social. Les mesures redistributives ne sont de gauche que lorsqu'elles servent un projet social lui-même ancré à gauche.

Comment cela s'est-il traduit au quotidien pour la société polonaise ?

► Il faut bien comprendre que le PiS s'appuie sur un bloc national-conservateur qui représente de 40 à 50% de l'électorat, sa cohérence politique lui étant en grande partie donnée par ses accointances avec l'Église. C'est cette vision ethno-confessionnelle de la nation qui l'a conduit à une approche ultraconservatrice des enjeux de société. Concrètement, le PiS a durci la loi sur l'avortement (malgré les mobilisations de femmes) mais aussi stoppé net toute l'évolution en cours vers les unions civiles pour couples de même sexe. Le PiS a également fonctionné comme une sorte de sas pour des groupuscules plus extrémistes, qui ont pu, entre autres, utiliser la violence de rue contre des marches des fiertés LGBT. On ne peut évidemment pas parler de terreur de masse, mais il est incontestable que les violences extrémistes et parfois policières ont monté en intensité.

En octobre 2023, le règne du PiS prend fin avec le retour de Donald Tusk. Qu'est-ce qui a joué dans ce pays alors que, par exemple, en Hongrie, une coalition similaire a échoué à faire tomber Orbán ?

► Il faut rappeler que l'opposition a perdu de nombreuses élections avant cette alternance d'octobre 2023. Il a fallu un long travail aux partis d'opposition pour remédier à leur

fragmentation et à leur crise de leadership. En l'occurrence, je ne pense pas que la Hongrie compte de leader d'opposition de la même envergure, nationale et européenne, que Donald Tusk. Pendant leurs huit ans d'opposition, les partis libéraux et/ou proeuropéens polonais ont également éprouvé des difficultés à être le débouché de toutes les revendications de la société civile. Mais il y a eu un tournant avec les manifestations très imposantes organisées par Tusk en 2023, dont la « Marche du 4 juin ». Plus globalement, le cas polonais montre clairement que la situation est réversible tant que tiennent certains verrous institutionnels, liés à l'indépendance de la justice et à la sincérité de l'ensemble du processus électoral. Mais aussi que l'appartenance à l'Union européenne fournit un répertoire de normes et d'instances de défense de l'État de droit (comme le Conseil de l'Europe ou la Cour de justice de l'Union européenne) cruciales pour montrer à l'opinion que les partis prodémocratie restent une alternative crédible et réelle.

Six mois après le scrutin qui a renvoyé le PiS dans l'opposition, quels sont les défis du pays ?

► La mise en conformité avec l'ordre juridique de l'UE peut prendre un peu de temps, car le PiS a légué une sorte de chaos juridique assez inextricable, mais ce n'est pas insurmontable. En revanche, la cohésion de la majorité est plus aléatoire à terme. Elle reste fragile sur la question de l'avortement, qui est centrale pour la gauche de la coalition. Et la perspective de la présidentielle en 2025 laisse présager des tensions, en tout cas des stratégies de différenciation entre ces partis de la coalition. ●



“IL A FALLU DU TEMPS À L'OPPOSITION POUR REMÉDIER À SES FRAGMENTATIONS.”

Propos recueillis par A.-S. B.



MICHEL HAZANAVICIUS

UN CŒUR EN UKRAINE

Réalisateur, scénariste et producteur, Michel Hazanavicius – dont le film *The Artist* reçut cinq Oscars en 2012 – est un Européen convaincu. Depuis plus d'un an, il est ambassadeur d'United24, une plateforme de donation ouverte par le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Propos recueillis par **Guillaume Lefèvre**

Parcours

1967

Naît à Paris.

1988

Commence sa carrière sur Canal + et travaille aux côtés des Nuls.

1993

Coréalise *La Classe américaine : Le grand détournement*.

2006

Réalise *OSS 117 : Le Caire nid d'espions*.

2011-2012

Sortie de *The Artist*, qui remporte cinq Oscars, dont celui du meilleur film, et six Césars, dont celui du meilleur film français de l'année.

2019

Nommé président du conseil d'administration de la Fémis.

2023

Devient ambassadeur d'United24, la fondation ukrainienne pour la reconstruction de l'Ukraine.

Depuis février 2023, vous êtes ambassadeur de United24. De quoi s'agit-il ?

➔ C'est une plateforme de donation mise en place par Volodymyr Zelensky pour aider à la reconstruction du pays. C'est un honneur d'avoir été désigné ambassadeur. J'ai été contacté après avoir organisé une vente aux enchères au profit de l'Ukraine où des personnalités du monde du cinéma faisaient don d'objets personnels. Jacques Audiard a donné un César; Tom Hanks, une machine à écrire; Omar Sy, une paire

de chaussures... Au total, nous avons récolté 250 000 euros. Cela a permis de reconstruire un immeuble qui avait été bombardé à Irpin [une ville de 62 000 habitants située à 30 kilomètres de Kiev, où, pendant plus de deux mois, les soldats ukrainiens ont résisté et ont interrompu la progression de l'armée russe] et de reloger plus de 300 familles. Une partie des dons récoltés a également été versée à la fondation pour la reconstruction des institutions médicales et éducatives d'Olena Zelenska, la femme du président.

Pourquoi vous êtes-vous mobilisé pour l'Ukraine ?

➔ Ça a été une évidence. Ce n'est pas que l'Ukraine qui est attaquée. Cette guerre a une dimension bien plus large. C'est la paix en Europe qui est menacée. Cette guerre vient nous rappeler que la paix n'est pas acquise, qu'il faut la défendre. Nous sommes dans une situation un peu paradoxale. La construction européenne, qui était d'abord – il faut le rappeler – une tentative de paix, a tellement bien marché que nous en payons le succès : aujourd'hui, nous n'imaginons plus la guerre comme une possibilité. Cette notion a complètement disparu de l'esprit des Européens, à l'ouest notamment. C'est d'ailleurs un peu ce que disent les Ukrainiens. Ils pensaient être la première génération à ne pas connaître la guerre dans leur pays. Pourtant, elle est bien là. Aujourd'hui, en France et dans l'Union européenne, nous sommes comme les Ukrainiens, mais sans la guerre.

Que voulez-vous dire ?

➔ Quand on vit en paix, on ne conçoit pas de vivre en guerre. Personne en Ukraine n'a voulu voir ce que Poutine planifiait. Personne n'a regardé ce qui se passait en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie ou en Biélorussie. Personne n'a voulu relier les indices les uns aux autres. Et, à un moment, la guerre arrive à vos portes. C'est exactement pour ça que je dis que nous sommes l'Ukraine.

Les Ukrainiens avaient la même insouciance que nous qui vivons en temps de paix. Tous les signaux ont été ignorés. Bien sûr que c'est douloureux de s'imaginer en guerre, mais c'est encore plus douloureux de s'y retrouver. Arrêtons d'être aveugles.

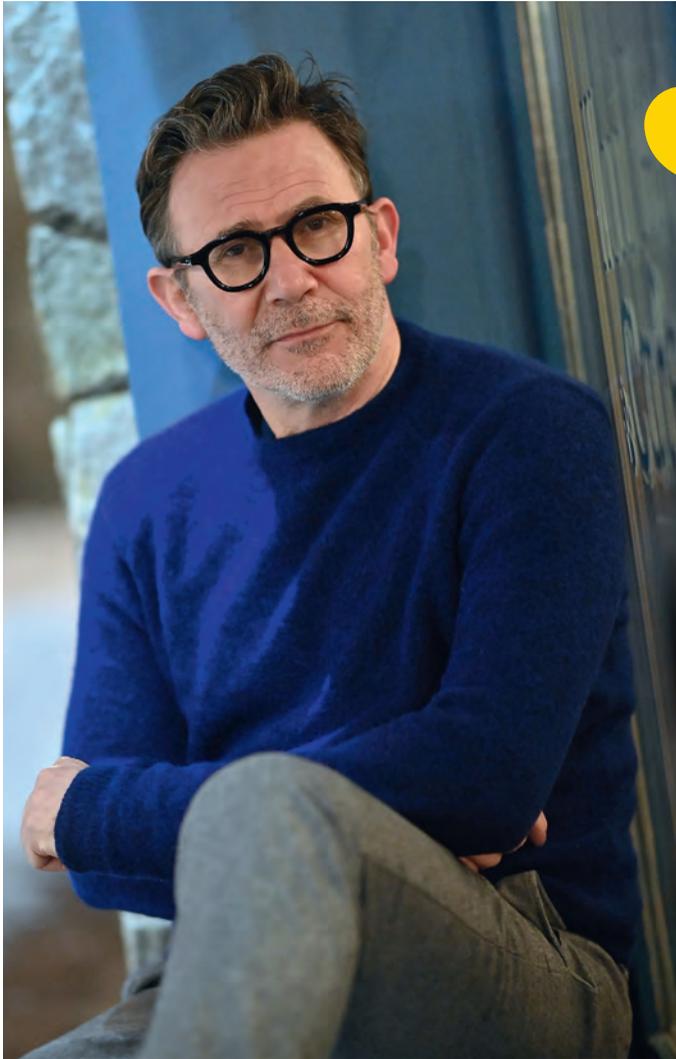
La construction européenne, c'est aussi l'histoire de votre famille.

➔ Oui. Je suis européen, comme je suis français, comme je suis juif, comme je suis réalisateur, comme je suis un père, un fils, un mari. L'Europe permet le cumul de ces identités. Mes grands-parents viennent de Lituanie, de Pologne et d'Ukraine. Ils ont fui leur pays respectif parce qu'à l'époque, l'Europe était un endroit violent où des populations étaient persécutées, étaient victimes de pogroms. Ils sont venus en France parce que ce pays était perçu comme un espace de liberté, comme une destination de paix et de justice. C'est d'ailleurs ce que représente l'Europe pour les migrants. C'est tout ça qui est menacé aujourd'hui, c'est tout ça qu'il faut protéger.

Vous vous êtes rendu plusieurs fois en Ukraine ces derniers mois. Que retenir de vos déplacements ?

➔ Cela m'a d'abord permis de me rendre compte de la force de résistance des Ukrainiens et des Ukrainiennes. C'est aussi très traumatisant. Je suis allé à Boutcha, qui est un lieu de massacre [entre février et avril 2022, des centaines de civils ont été violés, torturés et assassinés par les soldats russes]. Vous entrez dans la réalité. L'horreur, les images, les témoignages que vous voyez aux informations, ils sortent de l'écran. Ils sont devant vous. Vous entendez leurs voix. Vous voyez leurs regards. Vous leur serrez la main. Vous partagez leur émotion.

Je me suis aussi rendu à Irpin. J'ai rencontré des menuisiers, des soudeurs, des programmeurs ou même des chanteurs qui ont pris les armes ●●●



LA DÉMOCRATIE EST UN PROJET DE SOCIÉTÉ QUI EXISTE PARCE QUE LES INDIVIDUS Y CROIENT, ENSEMBLE. LORSQU'ILS CESSENT D'Y CROIRE, ELLE DISPARAÎT.

parce que c'est leur sol, mais ils se battent aussi pour une certaine vision du monde. Ils veulent continuer à vivre, à vivre libres. Si vous allez en Ukraine, vous vous rendrez compte que c'est un pays totalement aligné sur le mode de vie européen. Même si on lui reproche de ne pas remplir tous les critères

russes. Je parle aussi de propagande, de *fake news* qui influent sur les opinions publiques et sur la bonne tenue des élections. Tout cela est très agressif.

L'Union européenne est aussi menacée de l'intérieur avec la montée en puissance des partis d'extrême droite.

► Notre modèle est fragile, il l'est d'autant plus quand ses citoyens cessent d'y croire. Comme la paix, la démocratie n'est pas un acquis. Il y a des gens qu'elle ne fait plus rêver. Parce qu'on ne rêve pas de ce qu'on a. En plus de la défendre, il faut la faire vivre. La démocratie n'a rien de naturel. C'est un projet de société qui existe parce que ses habitants y croient, ensemble. Lorsqu'ils cessent d'y croire, elle disparaît. C'est ce qui pourrait arriver aux États-Unis.

●●● pour défendre leur famille, leur ville, leur pays. Tous me racontent comment leur vie a basculé, presque avec incongruité.

Vous avez aussi rencontré le président Volodymyr Zelensky. De quoi avez-vous discuté ?

► Nous avons parlé des missions de la fondation et de la situation en Ukraine. Vous savez, je ne suis pas un homme politique. Je vous réponds avec toutes mes lacunes. Ce n'est pas forcément mon rôle. Je suis plus à l'aise quand il s'agit de parler de cinéma.

Récemment, vous déclariez que si l'Europe existe quelque part, c'est bien sur le front ukrainien.

► Oui. Je pense que c'est là où l'Europe et l'idéal européen s'incarnent le mieux. Où des gens les défendent de leur vie. Sur la place Maïdan, en 2014, des personnes sont mortes avec un drapeau européen à la main. Évidemment que les Ukrainiens se battent d'abord pour eux,

pour entrer dans l'Union, c'est pourtant bien elle qui en défend les valeurs démocratiques, plus qu'un pays comme la Hongrie, par exemple, qui en est pourtant membre.

L'Union européenne est-elle à la hauteur des enjeux ?

► Il est temps que l'Union européenne prenne une nouvelle dimension. Il y a un homme derrière tout ça : Poutine. Il y a un pays derrière tout ça : la Russie. Un pays pour qui la guerre n'est pas qu'une option mais un outil. Et ce n'est évidemment pas le seul État à avoir la démocratie en horreur. Certains se demandent d'ailleurs si nous ne sommes pas déjà en guerre. Regardez les moyens qui sont utilisés pour nous déstabiliser. Je ne parle pas de combattants ni de missiles ni de drones. Je parle d'espionnage et de cyberattaques. Il y a aussi de la corruption. Leur carrière politique à peine finie, de nombreux leaders européens ont été embauchés par de grands groupes

Je voudrais faire un parallèle avec la Seconde Guerre mondiale, à une époque où le Parti communiste était très puissant. À force de se focaliser sur la social-démocratie comme l'ennemi à abattre, on s'est retrouvé avec des alliances improbables, et les conséquences dramatiques que l'on connaît. Il ne faudrait pas que l'histoire se répète. Aux femmes et aux hommes politiques de redéfinir leurs priorités et de retrouver le sens de la mesure. Un adversaire politique n'est pas forcément un ennemi.

Les élections approchent. Les résultats seront analysés avec attention...

► Nous vivons une période de troubles. Ces élections sont importantes. Un bulletin de vote permet d'influer sur le cours des choses. Mais il peut aussi faire basculer un pays, puis un deuxième, et ainsi de suite. C'est tout un continent qui peut basculer. Nous devons rester vigilants et mobilisés. ●



SYNDICALISME HEBDO

WWW.SYNDICALISMEHEBDO.FR
L'ACTUALITÉ TOUTES LES SEMAINES



abonnez-vous

pour ne rien manquer !

Disponible aussi
sur **Apple Store**
et **Google Play**.



CFDT.FR

Recevez dans votre boîte mail **chaque mardi à 14h**
toute l'actualité sociale passée au prisme CFDT...

Gratuit pour les adhérents

Pour se connecter ? C'est simple ! Si ce n'est déjà fait, **activez votre espace adhérent** sur monespace.cfdt.fr puis saisissez votre numéro personnel d'adhérent (NPA) à 10 chiffres sans espace ou votre adresse e-mail, puis votre mot de passe sur la «page» de connexion de www.syndicalismehebdo.fr

ERASMUS DES CHAMPS

À Angers, dans le Maine-et-Loire, l'École supérieure des agricultures (ESA) a mis l'Union européenne au cœur de ses enseignements théoriques et pratiques. Un choix pédagogique porté par des enseignants motivés et convaincus par la richesse d'une telle approche. Sans surprise, beaucoup sont adhérents à la CFDT. Rencontre.

Texte **Guillaume Lefèvre** Photos **Cyril Badet**

L'Union européenne est au cœur des métiers de l'agriculture, de l'agronomie, de l'alimentation ou encore de l'environnement. Elle est au cœur des transitions qui touchent l'ensemble de ces secteurs. Ne pas prendre en compte cette dimension dans le processus de formation, c'est envoyer nos entreprises, nos territoires, nos branches professionnelles et, in fine, les travailleurs, droit dans le mur. » Enseignant d'économie agricole et adhérent CFDT, Emmanuel Drouin connaît le sujet sur le bout des doigts. Il enseigne la politique agricole commune (PAC) et ses impacts sur l'économie et l'agriculture françaises. « Si les exportations sont aujourd'hui supérieures aux importations, c'est bien grâce à l'Europe et aux 9 milliards d'euros qui sont injectés dans la PAC chaque année depuis 1962. Sur cet aspect, il est clair que l'Europe rapporte plus à la France qu'elle ne lui coûte. »

La France exporte 17 des 35 millions de tonnes de blé qu'elle produit chaque année et l'excédent commercial des vins et spiritueux atteint les 11,2 milliards d'euros en 2022, celui du lait 2,3 milliards d'euros. « D'une manière générale et au-delà de ces quelques chiffres, ce sont toutes les filières qui sont interconnectées et qui permettent aux professionnels français de trouver des débouchés pour leur production,

explique Emmanuel. Par exemple, les hortensias produits en Bretagne se négocient aux Pays-Bas avant d'être revendus sur tout le territoire européen. Il y a quelques années, c'est l'interprofession bovine qui a mis en place le label Charoluxe pour promouvoir et vendre la viande charolaise auprès des consommateurs allemands. C'est possible grâce au marché commun. »

C'est donc pour préparer au mieux les 3 200 étudiants (du BTS au doctorat en passant par le master) que l'établissement supérieur agricole privé angevin a inscrit l'Union européenne dans l'ensemble des cursus. Ici, l'UE, ce n'est pas que de la théorie, c'est aussi de la pratique. Voyages d'études, stages ou semestres obligatoires à l'étranger, chaque élève se voit offrir cette opportunité. « Il est essentiel qu'un jeune bénéficie d'une expérience européenne dans son parcours, poursuit Claudine Georges, enseignante en techniques horticoles et adhérente CFDT, qui organise des voyages d'études depuis plus de vingt ans. Il faut voir l'émotion des jeunes, notamment en BTS, lorsqu'ils passent, pour nombre d'entre eux, une frontière pour la première fois de leur vie.



Ils pensaient que ce n'était pas quelque chose à laquelle ils avaient le droit, que ce n'était pas pour eux. » Des expériences qui sont autant d'opportunités d'exposer les futurs professionnels à de nouvelles pratiques et à d'autres méthodes de travail.

Une bourse pour la mobilité

Samuel Champion, 21 ans, en bachelor agroécologie et systèmes alimentaires à l'ESA, désormais bilingue en anglais, a l'ambition d'apprendre le néerlandais. « La bourse Erasmus m'a permis cette mobilité et m'a donné une opportunité exceptionnelle, que ce soit sur le plan social ou professionnel. Cela aurait été beaucoup plus compliqué sans. » Après une première expérience de quelques mois à l'université de Dronen, aux Pays-Bas, il a poursuivi avec un premier stage chez Biobest, une entreprise spécialisée dans la pollinisation. Puis il a effectué un second stage au sein du géant de l'agrochimie Bayer. Sa mission : travailler à l'amélioration de la captation digitale des données dans les serres, pour qu'elles soient ensuite mises à disposition des professionnels. L'objectif est d'aider et accompagner les agriculteurs dans l'optimisation de leur consommation électrique et gérer

● **“IL EST ESSENTIEL QU'UN JEUNE BÉNÉFICIE D'UNE EXPÉRIENCE EUROPÉENNE DANS SON PARCOURS.”**

Claudine Georges, adhérente CFDT et enseignante en techniques horticoles à l'ESA.



Une équipe CFDT soudée, (de g. à dr.) Vincent Boulet, Emmanuel Drouin, Abderrahmane Fadil, Damien Gillot (secrétaire national de la Fep-CFDT) et Claudine Georges.

en littérature et adhérente CFDT. Des enseignants européens interviennent aussi régulièrement pour présenter un aliment phare de leur pays et son impact social et économique : le jambon Serrano pour l'Espagne, le chianti et la mozzarella di bufala pour l'Italie, la pálinka (eau-de-vie) hongroise, la feta grecque, la Kielbasa, saucisse polonaise, ou encore le fromage de Pag pour la Croatie.

Émancipation, formation, ouverture d'esprit

À l'ESA, la dimension européenne ne se limite pas qu'aux étudiants, confirment Aurélie Quinton et Gavin Browne, du service des relations internationales. *« Avec Erasmus+, nous encourageons tous les personnels à la mobilité. »* Ce dispositif permet aux personnels de l'établissement, qu'ils soient enseignants, techniques ou administratifs, de partir se former, enseigner, et acquérir de nouvelles compétences dans un des pays de l'Union. Cette année ils seront dix à vivre cette expérience.

Enfin, au sein de l'ESA, les coopérations entre chercheurs et établissements européens font partie du quotidien. *« L'échange des pratiques académiques et des connaissances entre le personnel de l'ESA et celui des universités partenaires est bénéfique pour tout le monde, insiste Ronan Symoneaux, engagé dans le projet « Twinning – HortiFoodTrends » avec des partenaires polonais et danois dont l'objectif est de comprendre les habitudes et comportements alimentaires des citoyens dans les trois pays. « Émancipation, formation, ouverture d'esprit ou encore vivre ensemble, tout cela correspond parfaitement à ce qu'est la CFDT, insiste Damien Gillot, secrétaire national de la Fédération de la formation et l'enseignement privés (FEP-CFDT). L'Union européenne n'est pas quelque chose de nébuleux. C'est très concret. Elle est dans nos métiers, et elle le sera de plus en plus. C'est ce message que nous portons et que nous continuerons de porter devant nos collègues et nos futurs collègues. Nous le faisons avant la campagne électorale, nous le ferons après. »* ●



Sylvie Michaud, responsable du département cultures, langues et communication.

au mieux leur consommation d'eau. C'est d'ailleurs aux Pays-Bas que Samuel suivra un master en science des plantes de l'agronomie et du végétal. Un domaine dans lequel le pays est à la pointe technologique et scientifique.

« On forme aussi des citoyens européens »

« Nous sommes là pour sortir nos étudiants de leur petit Hexagone, abonde Sylvie Michaud, responsable du département cultures, langues, communication et des mobilités sortantes au sein du service international de l'ESA. Des barrières à lever, il y en a. D'ailleurs, ce sont souvent les jeunes eux-mêmes qui se les mettent. C'est pour cela que nous faisons tout pour les exposer le plus possible. » La pratique et la maîtrise d'une langue étrangère sont indispensables. Pour chasser les peurs, les profs se prêtent également au jeu. *« On veut pousser nos étudiants à se donner à fond dans les cours d'espagnol, d'italien, d'anglais ou d'allemand, alors on s'y colle aussi. Je donne des cours en anglais. Et tant pis, si je fais des fautes ou que j'ai des hésitations »,* confirme Emmanuel Drouin.

Les étudiants bénéficient aussi de cours d'ouverture interculturelle» durant lesquels, ils sont encouragés à se « décentrer » de leur propre culture, de réfléchir sur leurs valeurs et leurs représentations et sur la richesse de la diversité. *« On forme des étudiants, on forme aussi des citoyens européens »,* précise Géraldine, enseignante



Gavin Browne et Aurélie Quinton du service des relations internationales de l'ESA.

Près de 25% des travailleurs du secteur privé du Grand-Duché habitent en France. Un sujet de préoccupation pour les organisations syndicales de part et d'autre de la frontière d'autant que les chiffres ne cessent d'augmenter.

Fabrice Dedieu

LE TRAVAIL FRONTALIER NE CONNAÎT PAS LA CRISE

Train passant devant le site industriel sidérurgique d'Uckange en Moselle, désormais fermé.



● **“LES COMMUNES FRONTALIÈRES NE BÉNÉFICIENT PAS DES RETOMBÉES FISCALES NÉCESSAIRES À LEUR DÉVELOPPEMENT.”**

Rachid Belkacem, maître de conférences à l'Université de Lorraine.

Tous les matins et tous les soirs, les réseaux de transport routiers et ferroviaires à la frontière entre la France et le Luxembourg sont pris d'assaut. Nombreux sont les Français qui se rendent tous les jours dans le Grand-Duché pour leur travail.

À la fin 2023, ils étaient 124 000 selon les statistiques luxembourgeoises. À eux seuls, ils représentent un quart de la main-d'œuvre du secteur privé et la moitié des travailleurs frontaliers du Luxembourg. Ils ont bien souvent un emploi dans l'industrie manufacturière, le commerce ou encore le secteur de la construction. L'emploi de frontaliers est un phénomène massif au Luxembourg qui ne cesse de s'amplifier. Entre 2015 et 2023, le nombre de travailleurs qui passent chaque jour la frontière a augmenté de 35 %, passant de 166 000 personnes à 224 000.

Ce qui motive ces travailleurs, ce sont bien souvent les salaires. Les frontaliers français touchent en moyenne 54 600 euros de salaire net par an, soit 20 000 euros de plus que le salaire moyen annuel en France. C'est aussi la possibilité de trouver plus facilement un emploi, alors que dans le nord de la Lorraine « d'importants sites industriels ont été frappés par des restructurations ou ont fermé », souligne Rachid Belkacem, maître de conférences à l'Université de Lorraine, qui a fait du travail frontalier un de ses sujets de recherche.

Cet enseignant-chercheur observe les répercussions de ce phénomène dans les régions françaises concernées. Et toutes ne sont pas positives... « Il y a une forte croissance de la population dans les communes frontalières. Ces dernières se transforment en cités-dortoirs mais ne bénéficient pas de retombées fiscales car ces travailleurs paient leurs impôts au Luxembourg. Elles doivent pourtant investir afin d'accueillir ces nouveaux habitants, souligne-t-il. Or le Grand-Duché s'oppose, jusqu'à présent, à toute rétrocession fiscale. De plus, le travail frontalier pose aussi le problème de la fuite des qualifications. Les entreprises françaises n'arrivent pas à fidéliser leur main-d'œuvre et à attirer les salariés. »

Prise de conscience

L'universitaire entrevoit toutefois un ralentissement du phénomène : « Selon certains modèles, le Luxembourg pourrait compter 300 000 travailleurs frontaliers d'ici à 2035. Je n'y crois pas. Lors de récentes enquêtes, nous avons remarqué une certaine prise de conscience des travailleurs – notamment en raison des temps de trajet qui peuvent être de deux heures par jour – que le travail frontalier peut s'accompagner d'une dégradation de la qualité de vie, du bien-être. Certains sont prêts à ne plus aller au Luxembourg, travailler à proximité de leur domicile, même si le salaire est moins important, pour mieux profiter de leur famille. »

Appétit de main-d'œuvre

Le Grand-Duché a, lui, toujours autant d'appétit pour la main-d'œuvre étrangère. « Le Luxembourg en a besoin



Manifestation devant l'usine DuPont de Nemours pour le maintien de l'emploi.
Luxembourg, le 16 mars 2023.

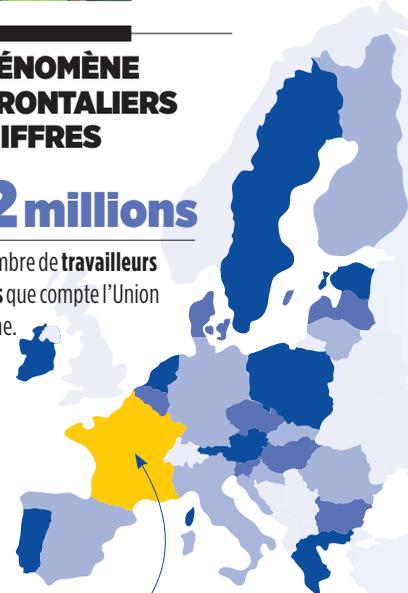
pour que l'économie fonctionne», pointe Patrick Dury, président national de la Confédération luxembourgeoise des syndicats chrétiens (LCGB), la deuxième centrale du pays qui a fait de la défense et de l'accompagnement des frontaliers une de ses priorités. Récemment, la LCGB s'est battue pour sauvegarder des emplois industriels chez DuPont de Nemours, qui employait nombre de travailleurs étrangers. Et le syndicat met en place tout une gamme de services pour aider les frontaliers, avec leur déclaration d'impôts, par exemple. Le syndicat dispose même d'un bureau d'information en France, à Thionville.

La LCGB travaille d'ailleurs main dans la main avec la CFDT régionale. « Ils sont notre relais pour nos questions envers le gouvernement luxembourgeois », indique Dominique Toussaint, le secrétaire général de la CFDT-Grand-Est. « La cohésion sociale du Luxembourg ne s'arrête pas à ses frontières. Les besoins spécifiques des frontaliers doivent être pris en compte, insiste Patrick Dury. Le réflexe de faire une politique nationale existe toujours de chaque côté de la frontière et ça nous gêne. Il faut favoriser la mobilité transfrontalière. » Et de conclure : « Le Luxembourg n'aurait pas pu se développer sans eux. C'est une force pour notre pays. » ●

LE PHÉNOMÈNE DES FRONTALIERS EN CHIFFRES

Près de **2 millions**

C'est le nombre de **travailleurs frontaliers** que compte l'Union européenne.



450 000

résident en **France**



de ces frontaliers français travaillent en **Suisse**.



de ces frontaliers français travaillent au **Luxembourg**.



en **Belgique**, en **Allemagne** ou à **Monaco**.



LA SUISSE, PREMIÈRE DESTINATION DES FRONTALIERS FRANÇAIS

Plus de 210 000 Français passent la frontière avec la Suisse tous les jours pour aller travailler, ce qui fait de la Confédération helvétique la première « destination » des travailleurs frontaliers français. La région Auvergne-Rhône-Alpes, et particulièrement le département de Haute-Savoie, est impactée par ce phénomène, qui provoque une hausse des prix du logement et des problèmes de recrutement. La CFDT milite donc pour améliorer le pouvoir d'achat dans ces territoires frontaliers. « Selon les secteurs, les employeurs commencent à faire des efforts car cela devient vraiment compliqué de trouver de la main-d'œuvre formée et de la garder. Mais tous ne sont pas prêts à ouvrir les cordons de la bourse », indique Christophe Roseren, secrétaire régional de la CFDT-Auvergne-Rhône-Alpes. ●



Des syndicats unis et mobilisés

Quatre fois par an, les 103 organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats (CES) se réunissent à Bruxelles (Belgique) pour un Comité exécutif. Un rendez-vous majeur pour le mouvement syndical européen, qui y adopte ses positions communes et définit sa stratégie revendicative.

Texte **Guillaume Lefèvre** Photos **Stéphane Vaquero**

Auditions des « Spitzenkandidaten » (les candidats à la présidence de la Commission européenne) ; échange avec Mario Draghi, ancien Premier ministre italien, chargé par le Conseil européen de l'écriture d'un rapport sur l'avenir de la compétitivité de l'Europe ; projet d'une directive sur les comités d'entreprise européens ou encore réforme de la gouvernance économique européenne... Le menu du comité exécutif de la CES des 26 et 27 mars derniers était copieux pour

la délégation CFDT, Marylise Léon en tête. Pour rejoindre l'hémicycle du Comité économique et social européen, à Bruxelles, les 262 kilomètres qui séparent les capitales française et belge, avalés en quatre-vingt-deux minutes par le train, n'étaient pas de trop. Le temps de régler les derniers détails, peaufiner les interventions et préparer l'interview que les n° 1 de la CFDT et de la CSC belge devaient accorder dans l'après-midi au quotidien régional *La Voix du Nord*.

Défendre la vision de la CFDT sur la scène européenne

« Pourquoi la CFDT s'investit dans la Confédération européenne

des syndicats? Parce que c'est le niveau pertinent pour construire l'Europe sociale, insiste la secrétaire générale de la CFDT. Cela permet aux salariés de toute l'Europe de parler d'une seule voix auprès des institutions et de négocier avec les organisations patronales européennes. »

Véritable « tour de Babel syndicale », le comité exécutif de la CES rassemble 133 syndicalistes issus de 41 pays. En plus des 27 pays membres de l'Union européenne sont présents des syndicalistes turcs, suisses, andorrans ou encore britanniques. Chaque organisation vote en fonction de son « poids ». Le DGB (Confédération allemande des syndicats), et ses 5,7 millions d'adhérents, compte quatre titulaires. Autre exemple, le TUC (Congrès des syndicats) britannique, et ses 5,5 millions d'adhérents, en possède trois. La délégation conjointe CFDT/Unsa compte, elle, deux titulaires. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers.

Une fois adoptées, les décisions du comité exécutif sont mises en œuvre



Séance plénière de la Confédération européenne des syndicats, le 26 mars 2024 à Bruxelles.

par le comité de direction qui, lui, siège huit fois dans l'année. Parallèlement, des comités statutaires – comme le comité des femmes ou le comité jeunes, dans lesquels siège également la CFDT – se réunissent plusieurs fois par an. Enfin, la CFDT est représentée au sein de plusieurs comités permanents thématiques (transition écologique, emploi de qualité, dialogue social...). « Notre présence dans chacune de ces instances nous permet de construire des rapports de force avec les organisations qui nous sont proches, pour faire avancer nos idées au sein de la CES », insiste Hélène Deborde, membre de la délégation CFDT au comité exécutif.

Faire avancer l'Europe sociale

Tout ce travail mené par la Confédération européenne des syndicats a, sans conteste, permis de faire avancer l'Europe sociale. Un socle européen des droits sociaux (lire p. 13), réaffirmant l'engagement de l'UE à garantir de meilleures conditions de vie et de travail, a été adopté en novembre 2017. Il s'est ensuivi une série de directives



La délégation CFDT menée par sa secrétaire générale, Marylise Léon.

“LA CES PERMET AUX SALARIÉS DE TOUTE L'EUROPE DE PARLER ET DE NÉGOCIER D'UNE SEULE VOIX.”

Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT.

marquantes : celles relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et aidants, en 2019 ; aux salaires minimums adéquats (2022) ; à la transparence des salaires visant à réduire l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes (2023) ; ou encore la directive sur le devoir de vigilance pour contraindre les entreprises à prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance, y compris chez leurs sous-traitants (accord voté en avril 2024).

« Tous ces progrès sociaux ne sont pas sortis du chapeau des parlementaires ni des gouvernements européens, ils sont le fruit de l'engagement et de la ténacité du mouvement syndical européen, insiste Hélène Deborde. Durant la pandémie, nous avons aussi pu faire bouger les lignes, que ce soit sur le plan

de relance Next Generation UE et ses 750 milliards d'euros, ou sur le mécanisme de chômage partiel SURE. Toutes ces mesures qui ont pu être adoptées en urgence répondaient à des revendications portées par la CES. »

La CES doit à présent se positionner sur l'après-crise sanitaire. Un moment délicat qui coïncide avec l'élection d'un nouveau Parlement européen début juin. Profitant de la présence de Mario Draghi – également ancien président de la Banque centrale européenne – lors du comité exécutif, Marylise Léon a rappelé les priorités que la CFDT souhaite retrouver dans son rapport à venir sur la compétitivité en Europe. « Il faut investir massivement dans notre industrie, dans les transitions écologique et numérique de notre économie, dans nos services publics, dans l'innovation, la recherche, l'éducation, la formation ou encore la protection sociale. C'est le moment d'un nouveau "Whatever it takes" [quoi qu'il en coûte]. » Une formule que l'Italien avait utilisée en 2012 lorsque la zone euro, encore secouée par la crise grecque, avec un fort risque d'extension à l'Espagne et à l'Italie, risquait l'implosion. Un point de vue largement partagé au sein de la CES, où la plupart des affiliés dénoncent depuis plusieurs mois la politique d'austérité imposée aux États... ●

Les défis sont nombreux...

Dans tous les pays de l'Union, les organisations syndicales se mobilisent pour faire avancer l'Europe sociale. Un engagement qui prend des formes variées en fonction de leur histoire mais qui ont une même boussole : l'intérêt des travailleurs à l'échelle du continent. Témoignages de trois leaders.



Pepe Alvarez «Lutter contre la délocalisation, c'est possible»

SECRETARE GÉNÉRAL DE L'UGT, L'UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS ESPAGNOLE.

Que représente l'Union européenne pour l'UGT ?

► Notre syndicat est l'un des plus anciens d'Europe. Nous sommes internationalistes par nature et, par conséquent, très européistes. L'UGT fait partie des membres fondateurs de la Confédération européenne des syndicats [lire pages 34-35]. Après la dictature, qui fut pour nous plus longue, plus sombre et plus cruelle que ce qui en était alors vu de l'étranger, l'espace européen représentait la liberté. Les pays au sein de l'Union européenne n'ont pas tous la même perception ni les mêmes besoins mais nous sommes de ceux qui souhaitent une Europe plus forte et plus unie que jamais. C'est aussi ce que souhaitent la plupart des Espagnols.

Dans quelles proportions le parti d'extrême droite Vox peut-il influencer le vote des citoyens espagnols en juin prochain ?

► Vox est un parti très espagnol, c'est-à-dire qu'on ne peut pas le comparer avec d'autres partis de droite radicale européens. Même s'il s'en inspire, c'est un groupe à part : il est antiféministe, conservateur, nostalgique du régime de Franco. Mais il n'a, au fond, pas beaucoup d'audience dans les classes populaires.

Vox prône une politique antimigrants. Cependant l'Espagne n'est pas un pays raciste. Au moment de la décolonisation, la péninsule n'était pas assez riche pour donner envie de venir vivre ici. Aujourd'hui, le problème migratoire, ce sont plus les mineurs non accompagnés qui arrivent d'Afrique sur des embarcations de fortune que la couleur de peau ou la religion.

Concrètement, dans quels domaines l'UE a-t-elle bénéficié aux travailleurs espagnols ?

► Dans quasiment tous ! De même, les autres pays de l'Union doivent être conscients que ce qu'ils ont, ils l'ont grâce à l'Europe. Il faut faire l'effort de penser ce que nous serions sans cet espace commun. C'est lui qui nous permet de protéger les travailleurs dans le contexte de la mondialisation. Défendre un salaire minimum, lutter contre la délocalisation, c'est possible dans le cadre d'un dialogue social européen. Certes, la construction européenne n'a jamais été facile mais hors de l'Union européenne point de salut. L'Europe est une protection indispensable, comme on l'a vu durant la crise sanitaire. Et pour tous ces enjeux, les élections de juin sont décisives pour l'avenir des travailleurs.

Que dites-vous aux électeurs ?

► L'Europe doit garder sa souveraineté dans les domaines stratégiques que sont l'industrie pharmaceutique (on l'a vu pendant la pandémie) ou l'industrie automobile (pour ne pas dépendre de la Chine). C'est pourquoi ces élections sont beaucoup plus importantes qu'on ne le pense pour la vie quotidienne des travailleurs que des élections locales, municipales voire nationales. Car ce sont les politiques publiques européennes, en matière de climat, d'économie, de défense, qui vont peser de plus en plus dans la vie des citoyens ●



Contre l'austérité
Manifestation intersyndicale et européenne à Bruxelles, le 12 décembre 2023.



#useyourvote
Campagne d'appel au vote sur la façade du Parlement européen de Strasbourg.

Propos recueillis par Claire Nillus



Marie-Hélène Ska « Il faut entendre les inquiétudes »

SECÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CSC, LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE BELGIQUE.

Quelles sont les principales revendications de votre syndicat dans la période ?

➤ Nous demandons de pouvoir négocier librement les salaires. Il faut revoir la loi « sur la norme salariale » qui limite fortement les hausses de salaires, même dans les entreprises qui engrangent de gros

bénéfices. Nous revendiquons également une cinquième semaine de congés légaux. C'est indispensable pour que les travailleurs puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle.

Enfin, nous demandons des emplois de qualité. Notre pays compte 600 000 « jobistes », des étudiants qui travaillent jusqu'à 600 heures par an, sans jamais cotiser. Ce n'est pas normal qu'à la fin de ses études un jeune qui a occupé un job étudiant pendant cinq ou six ans ne se soit constitué aucuns droits. Nous alertons aussi sur l'augmentation du « flexi-job », les travailleurs ayant un 4/5^e temps peuvent le compléter dans 22 secteurs, comme l'hôtellerie ou la restauration, sans contribution à la Sécurité sociale. Il faut en finir avec la précarisation des emplois et la politique des petits boulots.

Le 9 juin, les Belges voteront pour les élections européennes, mais aussi pour les élections régionales et fédérales. Qu'attendez-vous de ces scrutins ?

➤ Il faut entendre les inquiétudes qui s'expriment et lutter contre la désespérance. Beaucoup de travailleurs sont désorientés et déboussolés. « Comment vais-je finir le mois ? », « Quelles sont les perspectives pour mes enfants ? »... Il faut répondre à ces questions par des mesures sur le pouvoir d'achat, la création de droits nouveaux et une meilleure reconnaissance des travailleurs et des travailleuses.

Dans le même temps, il faut investir massivement dans la transition énergétique, dans la rénovation thermique des bâtiments, dans les compétences de demain ou les services publics. Il faut en finir avec les mesures d'austérité qui ne permettent pas de préparer l'avenir et risquent d'alimenter encore un peu plus la défiance des citoyens vis-à-vis du monde politique, alors que notre pays est de plus en plus polarisé et que l'extrême droite est fortement implantée dans certains territoires. ●

Propos recueillis par Guillaume Lefèvre



Owen Reidy « L'Union nous a transformés »

SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ICTU, LA CONFÉDÉRATION IRLANDAISE DES SYNDICATS.

Il y a cinquante et un ans, l'Irlande entrait dans l'Union européenne. À cette époque, l'ICTU était contre. Que pensez-vous de l'UE désormais ?

➤ Je pense qu'à ce moment-là, l'ICTU a été du mauvais côté de l'histoire. C'était clairement une mauvaise décision de s'opposer. L'Union européenne a transformé l'Irlande à bien des égards. Par exemple, l'Acte unique européen de 1986, en supprimant les postes de douane, a participé au processus de paix avec l'Irlande du Nord. Nous devons aussi nous rappeler que l'Europe nous a aidés en 2008, durant la crise économique. Aujourd'hui, l'ICTU est donc très favorable à l'UE. Mais nous voulons une Union européenne sociale, dans l'esprit de Jacques Delors. Et nous devons nous battre pour ça.

Avez-vous des craintes concernant les élections européennes ?

➤ Après les élections de juin, les groupes Identité et démocratie (ID) et Conservateurs et réformistes européens (CRE), les fascistes et les conservateurs d'extrême droite, pourraient constituer le troisième bloc le plus important du Parlement européen, ce qui est très préoccupant. Si nous avons

un Parlement plus à droite et, un jour, des commissaires européens d'extrême droite, obtiendrait-on des choses comme la directive sur le salaire minimum, qui est la directive européenne la plus radicale de ces vingt dernières années ? Je ne pense pas. Nous avons eu des directives très progressistes durant ce mandat. Je m'inquiète de ce qui pourrait arriver.

L'Irlande a une place spéciale dans l'UE, avec une croissance soutenue et une politique fiscale avantageuse. Qu'en pensez-vous ?

➤ Certains qualifient l'Irlande de paradis fiscal, mais je suis content que nous ayons un taux d'imposition sur les sociétés à 15 % [l'un des plus bas de l'UE]. Toutefois, l'ICTU défend, et on est les seuls à le faire, la nécessité d'élargir l'assiette d'imposition. J'entends les employeurs irlandais se plaindre du coût du travail, mais ils paient deux fois moins d'impôts et de cotisations sociales qu'ailleurs en Europe. Ils peuvent donc faire beaucoup plus. D'autant que les travailleurs veulent de meilleurs services publics. ●

Propos recueillis par Fabrice Dedieu



ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Mode d'emploi

Guillaume Lefèvre

Du 6 au 9 juin 2024, les électeurs des 27 États membres de l'Union européenne éliront leurs députés au Parlement pour les cinq prochaines années. Les Pays-Bas ouvriront le bal électoral le jeudi 6 juin. En France, rendez-vous le dimanche 9 juin. Comment se déroulent les élections ? Combien d'eurodéputés seront élus ? Pour s'y retrouver, un décryptage s'impose.

QUI VOTE ET POUR QUI ?

Près de 360 millions de citoyens (chiffres Eurostat) auront le droit de voter. Ils éliront 720 députés européens (contre 705 aujourd'hui) qui siégeront pour un mandat de cinq ans au Parlement européen, à Strasbourg. À la suite d'une réévaluation du nombre de députés par rapport à leur population nationale, douze États membres verront leur contingent grossir. C'est le cas de la France qui enverra 81 députés contre 79 pour la période 2019-2024.

QUI PEUT VOTER ?

En France, tout citoyen français et européen inscrit sur les listes électorales, et âgé

d'au moins 18 ans à la veille du scrutin, peut participer. En Belgique, en Autriche, à Malte et en Allemagne, les citoyens âgés d'au moins 16 ans peuvent voter. Les électeurs votent pour une des listes du pays de résidence. Un citoyen français installé dans un pays de l'UE pourra voter pour l'une des listes en lice dans son pays de résidence. Il n'est pas possible de voter dans deux États membres. À noter que dans certains pays, comme la Belgique ou le Luxembourg, le vote est obligatoire.

COMMENT SE DÉROULENT LES ÉLECTIONS ?

Dans chaque État, l'élection se déroule au suffrage universel direct à un tour.



En France, le territoire national forme une circonscription unique. Les partis politiques français soumettront aux électeurs français une liste de 81 candidats. Le scrutin prévoit une représentation proportionnelle. Dans chaque État, une liste qui obtient 15% des voix remporte 15% des sièges en jeu.

En France, pour obtenir un siège, un parti doit dépasser le seuil électoral fixé à 5%. Le même seuil est appliqué dans huit autres États membres. Par exemple, un parti qui recueillerait 4% des voix n'obtiendrait aucun siège. Trois autres États membres ont fixé leur seuil à 4%. La Grèce a opté pour 3% tandis que Chypre l'a fixé à 1,8%. Treize États ne fixent aucun seuil.

Pour rappel, lors des élections de 2019, le taux de participation avait atteint 50,66% contre 42,6% en 2014 (+ 8,06 points). En France, 50,1% des électeurs avaient voté, contre 42,43% cinq ans plus tôt (+ 7,67 points). ●



Le Parlement européen, à Strasbourg.



Sept groupes siègent au Parlement européen

Depuis le scrutin de 2019, sept groupes sont présents au Parlement européen. Pour former un groupe, il faut réunir 23 eurodéputés issus d'au moins sept États membres.

- Le **Parti populaire européen** (démocrates-chrétiens) compte 176 élus. On y retrouve 7 eurodéputés français issus des rangs Les Républicains, et un élu Nouveau centre).
- Le groupe **Alliance progressiste** des socialistes et démocrates compte 144 élus. Les 7 eurodéputés français issus du Parti socialiste, de Nouvelle donne et de Place publique y siègent.
- Les libéraux-démocrates de **Renew Europe** comptent 102 élus. Les 23 eurodéputés des partis La République en marche et du Modem représentent donc près d'un quart de l'effectif.
- Le groupe les **Verts/Alliance libre européenne** (The Greens-EFA) compte 71 élus, dont 10 eurodéputés français Les Écologistes (ex-Europe Écologie-Les Verts) et 2 élus Régions et Peuples solidaires.
- Le groupe des **Conservateurs et réformistes européens** (CRE) compte 64 élus, dont un Français, membre de Reconquête!.
- Le groupe **Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique** (extrême gauche) compte 38 élus dont 6 eurodéputés LFI.
- Les Nationalistes d'**Identité et Démocratie** sont 64 élus dont 18 eurodéputés du Rassemblement national.
- 50 députés **NI** (non inscrits) ne sont affiliés à aucun parti.

Les missions du Parlement européen



Le pouvoir législatif

Le Parlement européen participe à l'adoption des textes législatifs au côté du Conseil de l'Union européenne (le Conseil est la réunion des chefs d'États). Il participe à l'élaboration des directives européennes, des textes qui fixent des objectifs aux États membres qui se doivent de la transposer au niveau national. C'est par exemple le cas de la directive relative aux salaires minimums du 19 octobre 2022 ou de la directive visant à renforcer l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes, du 10 mai 2023.



Le pouvoir budgétaire

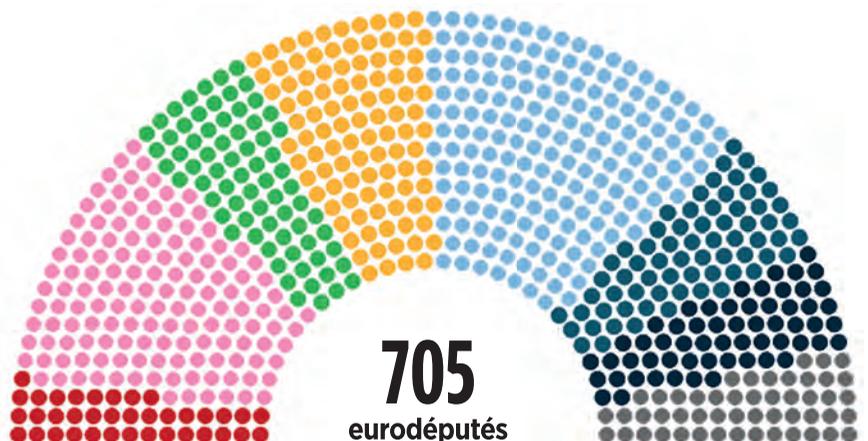
Le Parlement européen se prononce sur toutes les dépenses de l'Union européenne. Avec le Conseil, il est chargé d'établir le budget annuel.



Le pouvoir de contrôle sur l'exécutif

Le Parlement européen élit le président de la Commission européenne à la majorité absolue. Il auditionne et approuve (ou non) les commissaires proposés par les États membres. Il peut censurer la Commission, c'est-à-dire la contraindre à démissionner. Le Parlement peut poser des questions écrites ou orales à la Commission. Il peut recevoir des pétitions émanant des citoyens européens. Enfin, il peut mettre en place des commissions d'enquête en cas d'infractions au droit communautaire.

Répartition des eurodéputés par groupe politique



● Gauche (GUE/GNL)	38	● Chrétiens-démocrates (PPE)	176
● Sociaux-démocrates (S&D)	144	● Conservateurs eurosceptiques (ECR)	64
● Écologistes (Verts/ALE)	71	● Nationalistes (ID)	64
● Libéraux-démocrates (Renew)	102	● Non-Inscrits (NI)	46

448 753 823

C'EST LE NOMBRE
D'HABITANTS QUE COMPTE
L'UNION EUROPÉENNE
AU 1^{ER} JANVIER 2023.

Source : Eurostat





LIRE VOIR ENTENDRE



Europe, comment ça marche
How Europe functions

👁️ | Europa Expérience Aventure interactive

Ce lieu unique, consacré à l'Europe, en plein cœur de Paris porte décidément bien son nom. Ici, pas de bla-bla, pour comprendre le fonctionnement européen, « Europa Expérience » propose des dispositifs interactifs. Quel est le rôle du Parlement, de la Commission, du Conseil ? Qui propose les lois ? Qui vote le budget ? Les processus de décision au sein de l'Union européenne sont décortiqués. Vous pourrez également découvrir des témoignages de « l'Europe du quotidien » à travers de courtes interviews de citoyens et citoyennes... Pour les groupes (entre 16 et 32 personnes), il est possible de s'inscrire à un jeu de rôle passionnant, pendant lequel les participants doivent élaborer une directive européenne, en se mettant dans la peau d'un eurodéputé. Réservation obligatoire. On recommande !

Entrée libre et gratuite.
Toutes les infos sur : paris.europa-experience.eu

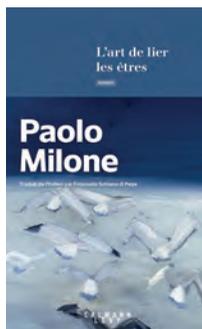


L'affaire Vinča Curie

Guerre froide et conflit d'égos

En 1958, l'Institut Curie à Paris prend en charge cinq scientifiques yougoslaves gravement irradiés dans le cadre d'une mission tenue secrète. Histoire vraie du professeur Georges Mathé (dont l'assistant est un certain Léon Schwartzberg) qui réalise ses premières greffes de moelle osseuse sur les victimes et marque les débuts de l'immunothérapie en cancérologie. Histoire plus trouble des expérimentations nucléaires menées en Yougoslavie, pays européen « non aligné » malgré la frontière du rideau de fer. D'un côté, on travaille à mettre au point des machines d'anéantissement, de l'autre on tente de sauver des vies à tout prix. Réalisé par le cinéaste serbe Dragan Bjelogrić, ce film restitue l'époque et ses enjeux politiques et éthiques par la confrontation de deux ambitions scientifiques a priori opposées et pourtant similaires dans leur passion, leurs audaces, leurs erreurs, leur humanité. Histoire qui n'est pas sans écho avec le présent : la guerre froide a changé de forme et de frontières, mais la tension est la même.

En salle le 5 juin 2024.



L'art de lier les êtres

La folie est humaine

C'est un roman atypique et poétique que nous livre l'Italien Paolo Milone. Composé de fragments réunis en dix chapitres, il nous plonge dans l'univers de la psychiatrie. L'auteur a été psychiatre dans un centre de soins en santé mentale et dans un service d'urgences à Gênes. Fortement inspiré de son expérience, Paolo Milone dépeint avec beaucoup d'humanité une galerie de patients, dont une fameuse Lucrezia, qui marque le récit, qui le hante aussi. Pas toujours évident pour le personnage principal, un double de l'auteur, de pouvoir mener sa mission à bien...

Éditions Calmann Lévy, 265 pages.



Le Pays du passé

Mémoire collective

Quelles seraient les conséquences si chaque État membre de l'Union européenne votait pour (re)vivre dans la décennie de son choix ? C'est la question que nous pose Guéorgui Gospodinov. L'écrivain bulgare nous alerte sur les conséquences d'une perte de mémoire individuelle et collective des Européens.

La tentation d'échapper au passé n'est pas sans danger. Allégorie des doutes auxquels peuvent être confrontés les citoyens de nos sociétés contemporaines, partagés entre la nostalgie d'un passé fantasmé et l'espoir d'un futur désirable aux contours indéfinis, ce roman rappelle le long chemin parcouru pour parvenir à la paix et l'harmonie sur le continent, mais aussi sa fragilité. Récompensé par l'*International Booker Prize* 2023. Éditions Gallimard, 352 pages.

Adrienne Pauly

Rêves en rock

Râleuse et drôle, séduisante et combative, avant tout pleine de charme, Adrienne Pauly nous touche d'emblée par sa voix. La présence, que voulez-vous ? Cela ne s'invente pas. Cette artiste joue la vamp au coin de la rue, transcende la vie quotidienne avec fougue – au travail, dans les soirées de divertissement, rien n'est banal à qui sait voir – et n'oublie pas de se moquer des vanités. « Message (à tous les mecs!) » ou « La danse » reflètent l'esprit d'Adrienne Pauly, qui assume ses désirs, exprime une certaine brutalité, mais tient la violence à distance. Les orchestrations dynamiques, très électriques, donnent de la vitamine à des ritournelles dont les mélodies paraissent simples et sont pourtant sophistiquées. Fille de baby-boomers explosifs, Adrienne Pauly se rend digne d'un héritage aux mille éclats de nuit.

Et comment tu trouves que je me trouve?!

Label Kuroneko.



Adrienne Pauly

| **Parlement**

Les arcanes de la démocratie européenne

Une série comique sur le Parlement européen, c'est possible? Oui! C'est ce que propose *Parlement*, créée par Noé Debré. Elle nous fait suivre le parcours de Samy, jeune homme débarquant à Bruxelles, au lendemain du vote du Brexit, pour prendre son poste d'assistant parlementaire, auprès d'un eurodéputé français pas très préoccupé par sa fonction. Samy aura tout à découvrir des institutions européennes. La série est portée par Xavier Lacaille (Samy), qui campe à merveille le rôle de l'assistant maladroit parvenant quand même à ses fins, non sans quelques dommages collatéraux. La qualité de l'écriture permet de rendre digeste et comique un sujet qui peut sembler ardu. Une série à voir et revoir.

Disponible gratuitement sur la plateforme de www.france.tv.
Trois saisons de dix épisodes.



Le même jour, un puissant promoteur immobilier d'origine grecque se fait licencier par ses actionnaires et apprend le décès de sa fille qu'il n'avait pas vue depuis douze ans. Parti en Grèce pour rapatrier le corps, il se découvre un petit-fils autiste de 9 ans et rencontre, presque malgré lui, ses propres racines dans ce pays au passé mythique, au cadre enchanteur, mais aux blessures encore béantes après la crise de 2008. Formidable portrait d'un homme dont les certitudes vacillent, magnifiquement interprété par Bernard Campan, qui passe de la rigidité à la plénitude au fur et à mesure qu'il tisse des liens avec son petit-fils et les habitants d'une île menacée par la bétonisation et la corruption. Adapté du best-seller de Metin Arditi, ce film attachant marque le retour à la réalisation du producteur et directeur de programmes Takis Candilis, avec un récit dans lequel il a mis beaucoup de lui-même.
En salle le 26 juin 2024.

| **Octobre** Thriller glaçant

Quand le créateur de la série culte *The Killing* prend la plume, le résultat est sans appel : addictif et magistral. Un thriller aussi noir que sensible, qui offre une immersion dans les politiques sociales taboues du Danemark. Avec *Octobre*, paru en 2019 et récemment adapté pour la télévision (disponible sur Netflix) on retrouve tous les ingrédients qui font le génie de Søren Sveistrup : des personnages ambivalents à la psychologie très fouillée, une ambiance poisseuse et un décor de rêve qui tourne très vite au cauchemar. Préparez-vous à chercher des petits bonshommes fabriqués à partir de marrons partout, et à plonger dans la banlieue de Copenhague où s'enchaînent les meurtres aux allures de devinettes macabres et de jeux de piste sadiques.

Éditions Le Livre de poche, 736 pages.



| **Sabine Devieille et Mathieu Pordoy**

La langue allemande chante

C'est par la musique avant tout que voyage l'idée d'une communauté de cultures, dans l'est de l'Europe. Alors que les nations qui composent notre Union rejettent aujourd'hui l'idée de conquête, avec bonheur nous écoutons

Mozart et Richard Strauss de concert inventer quelques lieder. Élégance et lyrisme. Sabine Devieille est soprano, Mathieu Pordoy l'accompagne au piano. L'anthologie que ces deux jeunes artistes ont construite associe l'amour et la nuit, le jeu, les oiseaux... programme de fantaisie et de bonne humeur. Un disque de tendresse qui nous invite à l'union.

Lieder, Mozart, Richard Strauss. Label Erato.

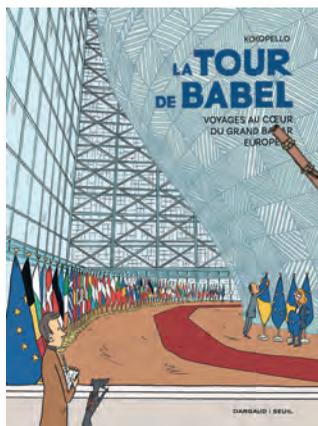
La Tour de Babel

BD reportage

« C'est qui "Bruxelles"? » ; « Comment on se met d'accord à 27? » ; « L'Europe pèse-t-elle sur la scène internationale? »

Aux questions que des millions d'Européens se posent, Kokopello (Antoine Angé) apporte toutes les réponses. Fruit d'un reportage au long cours, cette bande dessinée retrace une année passée aux côtés des représentants des institutions européennes (députés, commissaires...). Changement climatique, crise énergétique, ingérence étrangère ou encore montée des populismes, du Parlement européen aux mines de charbon polonaises, jusqu'à l'Ukraine ravagée par la guerre, le dessinateur démêle les arcanes de l'UE et ses enjeux. Un ouvrage à lire pour celles et ceux qui doutent et veulent comprendre l'Europe.

Éditions Dargaud/Seuil, 184 pages.



Nouveau monde

Premier long métrage

Nouveau monde décrit sur un mode quasi documentaire, sans dramatisation ni misérabilisme, le sort d'un jeune Afghan, Rohid, réfugié à Paris depuis la chute de Kaboul en 2021, après son périple à travers l'Europe. De quoi est fait ce « nouveau monde » qu'il lui faut affronter sans pour autant oublier sa famille, restée là-bas, en proie aux menaces et au racket du régime des talibans? Apprendre le français pour s'intégrer et avoir le droit de travailler. Travailler au noir, malgré l'interdiction et sans trop se faire exploiter, pour gagner de l'argent et l'envoyer au pays. Partager le sort des autres réfugiés, essayer de s'amuser un peu, malgré la tristesse qui l'envahit parfois. La force de ce premier film du réalisateur Vincent Cappelletto tient à sa forme épurée, qui nous propose de suivre le protagoniste dans son quotidien, pour en traduire au plus près, sans les trahir, les difficultés et les espoirs.

En salle le 19 juin 2024.



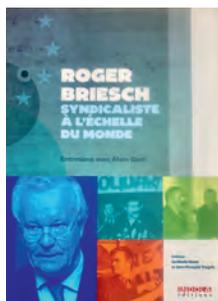
Rohid Rahimi et Sandor Funtek

Ensemble Agamemnon

Chefs-d'œuvre baroques

François Cardey joue tantôt du cornet à bouquin, tantôt du cornet muet – tout un programme – et dirige l'Ensemble Agamemnon. Ne croyez pas qu'il soit, pour autant, l'un de ces multiples solistes qui promettent leur spécialité comme d'autres un calicot. Pour les mélomanes épris de soleil, il a conçu l'un des plus beaux disques de musique baroque du moment : *Una Notte Onirica*. Tout le monde devine de quel pays nous allons découvrir les airs. Mais ce n'est pas le tout de jouer les partitions des compositeurs italiens du XVII^e siècle, encore faut-il faire entendre toute la ferveur enchanteresse qu'elles recèlent. Cardey s'y entend comme personne et c'est une merveille. Son navire n'attend plus que vous.

Direction artistique François Cardey, Label Musica Ficta.



Et aussi

● **Le « globe-trotteur de la CFDT »**
Quelle vie que celle de Roger Briesch, surnommé le « globe-trotteur de la CFDT » par son ami Jacques Chérèque! Militant et Européen convaincu, il fut président du Conseil économique et social européen de 2002 à 2004 au terme d'une vie militante intense. Ce livre d'entretiens permet de (re)découvrir le parcours de Roger Briesch, de la sidérurgie en Lorraine jusqu'à Bruxelles en passant par la Pologne des années Solidarność ou encore le Brésil, alors en pleine dictature militaire – où naquit son amitié avec l'actuel Président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, plus communément nommé Lula.

Syndicaliste à l'échelle du monde, entretiens entre Roger Briesch et Alain Gatti, 144 pages, éditions Indola.

Votre organisation syndicale () nous fait confiance, **pourquoi pas** **vous ?**

La Macif vous propose des solutions
pour vous et votre famille :
auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**



PETITES ANNONCES

LOCATIONS VACANCES

OFFRES

05 Guillestre/Le Queyras. Stud 2 pers, exp sud, rdc villa, jard, Park. Libre de juin à sept, 270 €/sem. Tél. 0442210855 - 0686743181

06 Le Cannet. F2 au 1^{er} étage, 2 pers, tt éq, 3 km de Cannes, plag sable, bus 100 m. Animx ok. 250 €/sem TT. Tél. 0493460027 yvonne.fievee@laposte.net

07 Aubenas. Mais 80 m², 4 pers, 2 ch, terras + jard clos 150 m², 10 min ctre-ville à pied, qqs km Ardèche, du 15/6 au 28/9/2024, 480-630 €/sem sel pér. Tél. 0680207771 - jf.vedel@wanadoo.fr

14 Villers-sur-Mer. Appt 2 P, 35 m², 4 pers, tt conf, loggia ferm vue mer, Park 50 m plage et comm. 400 à 500 €/sem. + 50 € charges/sem. Tél. 0620336130 alicepichon@hotmail.fr

17 La Rochelle. Stud tt éq, 2 couch, jard clos, très calm, sans vis-à-vis, 5 min plages, quart Minimés. Dispo juil-août. Tél. 0663006790

29 Concarneau. Stud 40 m² avc terr, vue/mer, 5 min à pied ctre-ville, Park priv, cuis amériq tt éq, sal, séjo avc accès terr, ch avec 1 lit 140, sde, WC, wifi, linge four. 80 €/nuît, 3 nuits mini, sauf avril à fin août 90 €/nuît. Tél. 0678706793

29 Kerlouan. Mobilh 40 m², 4 pers, sur terr priv, bord mer, 2 vélos, 10 min comm en voit. 420 €/sem. Tél. 0668133357

29 Névez. Mais 110 m², au rdc : sal séj, cuis éq, micr-o, lav-vaïs, congel, caf, lav-ling, sal, sdb, WC, 1 ch, wifi grat, à l'ét : 2 ch, sde, WC, linge mais four, jard, prox comm, 5 km plages & GR 34. 450 €/sem basse sais, 850 € hte sais. Tél. 0670514130

29 Plobannalec-Lesconil. Mais 3 pers, 2 ch, tt conf, jard, terras, ds hameau, plage 1,5 km, commod 3 km 320-600 €/sem CC. Tél. 0683824564 marielebrun1011@gmail.com

29 Quimper/Pluguffan. (4 km) Stud ind, 30 m², 1/2 pers, 1^{er} étage de mais : ch avc lit 140, sde, WC, cuis éq priv, wifi, linge four, sal jard, prox ctre-ville. 40 €/nuît sauf juil-août 60 €/nuît, 3 nuits mini. Tél. 0678706793 lecorre.philippe@orange.fr

34 Palavas-les-Flots. Appt 4 pers, renov, tt conf, clim, 1 ch, lit dble. Sal, faut conv, TV, linge mais & lit four. Place Park. Pisc priv, 150 m plage. Accès bus dep Montpellier arrêt Garcia ou navette aéroport gare Sud Fce. Tél. 0663233247 msourisette@outlook.fr

34 Valras-Plage. Villa tt conf 2 ch, 2 sdb, sal, sàm, clim, terras, BBQ, lav-vaïs, lav-ling, Park priv, 300 m plage & comm. Tél. 0685425590 - desplan@wanadoo.fr

39 Les Rousses - Haut Jura. Appt 45 m², 4/6 pers, tt éq, lav-vaïs, lav-ling, chemin, gar, balc avc vue. Alt 1120-1680 m, stat été/hiver, 3 km Suisse. Lac, golf, rando. Prox centr et comm. Courts séj poss. Ancv ok. Tél. 0384726133 - 0608348696 veronique.detroit@laposte.net

44 La Baule. Grd stud, 2 pers, quart Casino, 200 m du Remblais. 450 € à 550 €/sem. Tél. 0241577329 - 0683055707

62 Le Touquet. Appt 4 pers, tt éq, grde baie vitrée, balc pl sud, accès élec-menag, prox plag et comm, agréable. 120-190 €/WE, 300-450 €/sem. Tél. 0660804055 rouchosse@club-internet.fr appart-letouquet.e-monsite.com

66 Cannet Plage. Stud 20 m², 2 pers, clim, wifi, canap conv, TV, balc, cuis US, sde, Lav-linge, Park grat ds la rue, 1^{er} ét, non-fum, linge four, calm, 8 mn plage. 40 € à 65 €/nuît, 3 nuits mini. Tél. 0628219640 - benetit@yahoo.fr

68 Sainte-Marie-aux-Mines. Appt 2^e étage 70 m², 2 ch, sal, cuis, sdb, jard, Prox route des crêtes, route des vins. Été & hiver pour randos, vélo, spéléo, ski, marchés Noël. Été 320 €/sem, hiv 360 €. Tél. 0610788766 philippe.velcin@wanadoo.fr

73 Les Saïses. Appt 4/5 pers, tt éq, alt 1650 m. Cab ferm + alcôv, séj, baie & balc pl sud. Park ds résid, cas/local skis. Prox comm & anim : lug s/rail, ctre aquat, bowling, rando, ski fonds & alpin, prox des pistes. À partir de 220 €/sem. Tél. 0660804055 - 0326409680 http://appart-saïses.e-monsite.com

74 La Chapelle-d'Abondance. Au rdc, stud, 19 m², 4 couch, séj, canap conv,

kitch éq, TV, coin mont avc 2 lits sup, SDE avc WC, balc nord/est, plac à ski, Park. Résid Le Caribou - Les Contamines. Été 350 € & 520 € l'hiver. Tél. 0609637058

83 La Londe-les-Maures - L'Argentière. Appt rdj, 4 pers, classé 1^{er}. 300 m plag, prox commerc 1^{er} nécess. Tél. 0787067103

83 Le Lavandou. T2, 32 m², 5 pers. Ch lit 160 x 200, coin cab lit 90 x 190, séj clic-clac 2 P, rdj, kitch éq, sal, sdb, WC, place Park fermé ds résid. Quartier Théâtre Verdure 10 min à pied plage. Juil-août 750 €/sem mai-juin & sept-oct 600 €/sem. Phot s/dem. isabelle.guersillon@orange.fr Tél. 0671017063.

83 Six-Fours-les-Plages. Appt 2 P, 57 m², 6 pers, 1^{er} ét avc asc, 500 m plage, Park, 1 ch avc lit dble, 1 canap lit 140, 2 lits 80, coin cuis éq, sal lum, loggia amén, SDE, WC, clim révers, wifi, micr-o, four, induc, cafet tass, lave-ling, lav-vaïs, TV, lit pp, 2 km Sanary. 400 € à 800 € sel pér. Tél. 0676847855 cfdtddecathlon.over-blog.com.

83 Six-Fours-les-Plages. Appt 2 pers, calm, verdoy, tt éq, clim, wifi, coin dé. Prox plag, comm & port Brusuc. Loc au mois poss hors sais, phot s/dem par mail. 250-550 €/sem. Tél. 0620715573 corail98@gmail.com

84 Saint-Didier. Gîte 4 pers, 2 ch, calm, jard arboré. 300 m village provençal, ts comm 300-360 €/sem. Tél. 0652058434

92 Montrouge. Ptite ch, 1 pers, 1 lit 90, ds appt calme & lum, 5 min à pied métro Mairie de Montrouge. En commun cuis, sdb, sam, wifi & ling mais. incl. Loc courtes dur, mini 2 nuits, 45 €/nuît Tél. 0661904870

IMMOBILIER

VENTES

28 Poggio-Mezzana. Vds terr, 2134 m², mer à 300 m, permis de construire accordé pour villa de 128 m², 5 P. Tél. 0617421595

13 Allauch. Mais archi, 10 P, 250 m², sur 2 niv, 2 log indép, terr 1000 m², 2 gar, cave, grde terr, jard, pisc 12 x 6 m, en rdj appt 105 m², séj, cuis ouv, 3 ch dont 1 suite parent, bur, sdb avc WC. Au 1^{er} niv, appt 150 m², 5/6 P, entrée, séj, sal avc plaf cath, sde, WC, bur, buand, SDB, + ch en duplex avc SDB & WC. Prix 859000 €. coupepykaren@gmail.com

21 Dijon. Vds appt lum, 5 P, 95 m², 3 ch, sdb, WC, cave, Park coll, 3^e ét avc asc, entrée, cuis, séj avc balc & esp nuit, chauff coll gaz. Prox clos de Pouilly, accès rocade autor. Phot/dem. Prix 160000 € Tél. 0637601288

22 Dinan - Lanvallay. Mais, 124 m², au rdc 1 ch, cuis tte éq, sàm avc chemin, bur ouvert/extens avc baie vitr/accès terr, sde, WC. 1^{er} ét 2 ch, sde avc WC, gren, grd terr boisé 4600 m², gar, cell, ppe à chal,

classe éner D. Prox port, comm, écoles & bus, taxe fonc 1100 €. Prix 350000 €. Tél. 0662168195 caramanchantal@yahoo.fr

31 Pompertuzat. Vds mais, grd jard avc pisc. Prox métro Ramonville, dispo imméd. Prix intér. Tél. 0673524819

34 Carnon plage. Vds T2 lumin, 33 m² + terras 7 m² fermée + Park, ds résid vue s/ jard. 3^e étg. DPE C, 700 m plag, prox comm. Exp ént. Charg ann 1200 € (eau ch & fr), IF 800 €. Prix 165000 €. thierry.alix157@gmail.com

35 Saint-Aubin-d'Aubigné. Vds mais maitre, 215 m², 11 P, 6 ch, 3 accès indép. ctre-ville, comm, transp à 5 min à pied, terr 342 m², grde cave & grenier amén, jard clos, chemin, toit & raval récents, Park 2 voit, 15 min Rennes. Prix 460000 €. Photos/dem. Tél. 0676637326

75 Paris. Appt 3 P, 71 m², entrée, séj, cuis amén, 2 ch, SDB, WC, débarras, nbrx rang, vue dég depuis balc 11 m², calm, lumin, cave, Park. Vill Jourdain 19^e, DPE D (juin 2023), charges 300 €/mois, TF 2023 1628 €. Prix 695000 €. Tél. 0678477072 apcouteux@orange.fr

83 Bandol. Stud, 23 m², kitch, canap lit, lit sup, WC, SDB, clim, pisc, 10 min plage, comm 5 min en voit, ctre-ville Bandol 20 min à pied. Portail élec, charges 80 €/mois, TF 500 €. TH 500 €. emmanuelle.gues@orange.com

LOCATION

75 Paris 10^e. Loue appt 3 p, 68 m², 2 ch, 2 ch, TV, SDB, WC sép, plac, résid stand & sécur, pisc/sauna/fitness. Coloc poss. Tél. 0698208533

RECHERCHE LOCATION

34 Montpellier. Étud cherch logemnt. Tél. 0651064608

DIVERS

19 Jugeals-Nazareth. Vds 2 R5, année 1980, moteurs & carross ok, à rem en état. Tél. 0668959316.

77 Chaumes-en-Brie. Barres de toit & chaînes pour Renault Captur II E-tech hybrid. Prix à débattre Tél. 0673291881

19 Brive-la-Gaillarde. Vds 2 tableaux contempo artiste local corzéien Thierry Jaud. Prix à déb. alain.raturas@cegetel.net

48 Lozère. Vds SPA 5 pers, TBE, fab soign, contr maint. Prix 3800 €. Tél. 0670557426

Un service de petites annonces gratuites est offert à nos lecteurs réguliers. Il est réservé aux particuliers, à l'exclusion des organisations, groupements ou associations. Pour en bénéficier, vous devez indiquer votre numéro d'identification d'abonné ou joindre l'étiquette d'envoi du journal.



Des annonces toutes catégories (sauf à caractère commercial ou matrimonial) sont possibles, la rédaction se réservant le droit de ne pas retenir celles qu'elle jugerait choquantes ou de différer celles qui relèvent plutôt de l'affichage de quartier.

Par ailleurs, CFDT Magazine décline toute responsabilité quant à la qualité des prestations proposées.

Écrire à : **CFDT Magazine, service des petites annonces, 4 bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19** ou par email : **petitesannonces@cfdt.fr**



Les petites annonces restent consultables sur www.cfdt.fr

Cfdt:

SYNDICAT POUR CHAQUE
AGIR POUR TOUS

Votre attestation fiscale 2023 est disponible en ligne ! *

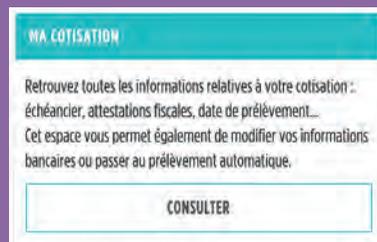
Téléchargez-là en 3 clics ! Sur <https://monespace.cfdt.fr>

> VOUS AVEZ DÉJÀ ACTIVÉ VOTRE ESPACE ADHÉRENT EN LIGNE

- 1** Dans le 1^{er} champ de **SE CONNECTER** : saisissez votre numéro personnel d'adhérent (NPA) à 10 chiffres sans espace dans Identifiant puis saisissez votre mot de passe. Puis cliquez sur **SE CONNECTER À L'ESPACE ADHERENT**



- 2** Sur votre Espace adhérent. En haut à droite de l'espace adhérent, vous retrouvez la rubrique **MA COTISATION**. Cliquez sur **CONSULTER**



- 3** Sur votre espace **Ma Cotisation**. En bas à gauche, dans la rubrique **MES ATTESTATIONS FISCALES**, cliquez sur **TÉLÉCHARGER** sous **ATTESTATION FISCALE 2023**.



* **Attention !** Le service « Réponses à la carte » n'est pas habilité à vous fournir votre attestation.

> VOUS N'AVEZ PAS ENCORE ACTIVÉ VOTRE ESPACE ADHÉRENT EN LIGNE

- Cliquez sur **ACTIVER VOTRE COMPTE CFDT** dans le cadre **Je m'identifie pour la première fois sur le portail CFDT.FR** en vous munissant de votre numéro personnel d'adhérent (NPA) à 10 chiffres sans espace.
- **Si vous ne connaissez plus votre NPA**: retrouvez-le sur votre carte adhérent, demandez-le à votre syndicat ou cliquez sur *"je ne connais pas mon NPA"* à gauche du bloc d'activation. Si vous ne pouvez effectuer aucune des actions précédentes, écrivez-nous sur espaceadherent@cfdt.fr

1 JE SUIS ADHÉRENT ET JE M'IDENTIFIE POUR LA PREMIÈRE FOIS

Depuis votre **espace adhérent**,
vous pouvez :

- Modifier vos données personnelles
- Télécharger vos attestations fiscales
- Contacter votre syndicat professionnel

**ACTIVER VOTRE
ESPACE ADHÉRENT**

CFDT.FR

CHAQUE VOTE CONSTRUIT L'EUROPE



**INSCRIVEZ-VOUS SUR
LES LISTES ÉLECTORALES
AVANT LE 3 MAI 2024**

**LE 9 JUIN, JE VOTE POUR
UNE EUROPE AMBITIEUSE**

